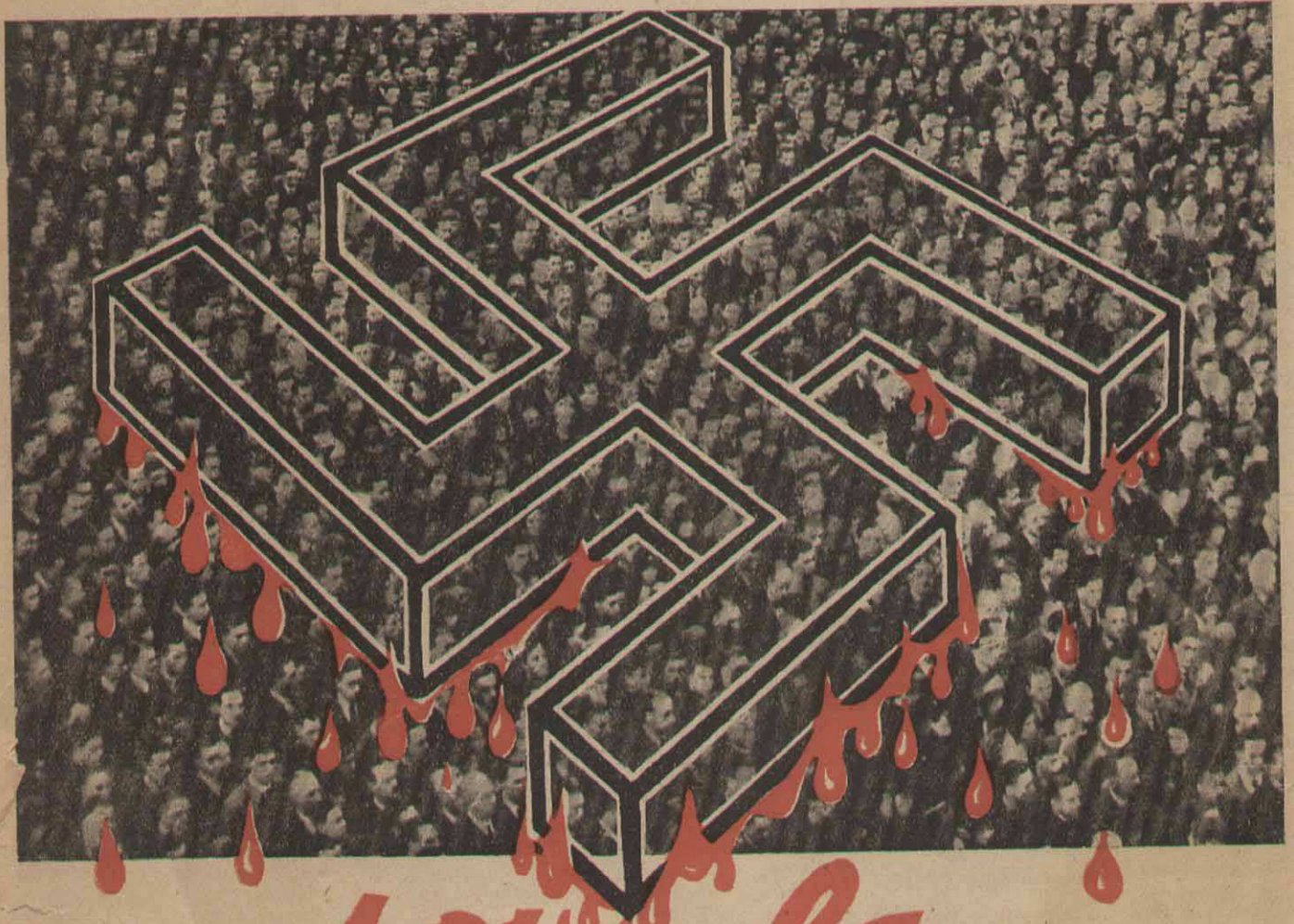


la lutte
des **TROTSKYSTES**



sous la
TERREUR NAZIE

Cette brochure est dédiée:

A tous les travailleurs tombés dans la lutte antifasciste;

A tous nos camarades des Sections Européennes de la IV^e Internationale, dont nous ne prostituons pas publicitairement les cadavres, mais à qui nous rendons l'hommage douloureux de compagnons de combat;

Et plus particulièrement aux camarades:

MARC BOURHIS et PIERRE GUEGUEN, communistes internationalistes, fusillés le 22 octobre 1941 au camp de Châteaubriant, avec leurs camarades du Parti Communiste Français,

et MARCEL HIC, secrétaire général du Parti Communiste Internationaliste (Section Française de la IV^e Internationale), qu'il a, jusqu'à sa mort en déportation, constamment animé par l'intelligence la plus lucide, et le dévouement le plus total à la cause du prolétariat.

« Nous ne sommes pas des antifascistes d'hier. Nous avons lutté pour le Front Unique contre Hitler en 1933, pour l'unité d'action contre La Rocque en 1934, pour l'Alliance Ouvrière en Espagne. Après juin 1940, nous avons relevé le drapeau de la lutte antifasciste, alors que tant de Gaullistes d'à présent, éberlués, cherchaient encore leur voie entre Hitler et Churchill, alors que le Parti Communiste négociait la parution de l'Humanité avec M. Abetz. La longue liste de ceux qui, de France en Pologne, de Hollande en Espagne, de Belgique en Grèce, sont morts sous notre drapeau dans la lutte antifasciste porte hautement témoignage de notre action. Aussi avons-nous aujourd'hui le droit de parler clair. »

(Dernier article de Marcel HIC, Secrétaire général du Parti Communiste Internationaliste, dans « La Vérité » du 15 octobre 1943, avant sa déportation et sa mort en Allemagne).

CHATEAUBRIANT!

le 22 Octobre 1941, 27 martyrs
tombaient sous les balles nazies

LES BARBARES VOULAIENT LES TUER ILS LES ONT RENDUS IMMORTELS

(Georges POLITZER feuille le 14 Mai 1942)

CHARLES
MICHEL
JEAN
POULMARCH
PIERRE
TIMBAUT
JULES
VERCRUSSE
DESIRE
GRANET
MAURICE
GARDETTE
JEAN
GRANDEL
JULES
AUFRET
PIERRE
GUEGUEN
RAYMOND
LAFORGE
EMILE
DAVID
SIDY
MOQUEU
HENRI
POURCHASSE
VICTOR
RENEL

MAURICE
TENINE
MAURICE
BARTHELEMY
CHARLES
DELAQUERIE
MAXIMILIEN
BASTARD
JULIEN
LEPENSE
MARC
BOURHIS
TITUS
BARTOLI
EUGENE
KERIVEL
HUONG
HOUYNK
CLAUDE
LALLET
ANTOINE
PESQUIER
EDMOND
LEFEBVRE
RAYMOND
TELLIER

parmi eux :

Marc BOURHIS

et

Pierre GUEGUEN

22 OCTOBRE 1941
CHATEAUBRIANT

qui étaient ces hommes?

des militants du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section française de la IV^e Internationale)

MARC BOURHIS, instituteur à Tréguière (Finistère). Quitte, en janvier 1934, le parti communiste à la suite d'un désaccord avec la direction sur une question de démocratie. Militant syndicaliste connu, membre du Conseil syndical du Finistère, il écrit au Bulletin syndical de l'enseignement; pendant des années il est un ardent propagandiste de l'« Ecole Emancipée » et du « Réveil Syndicaliste ». En 1936, il prend contact avec les trotskystes et organise à Concarneau une réunion bolchevik-léniniste. Militant du P.S.O.P., il fait propagande le 30 novembre 1938 pour la grève.

Secrétaire du rayon trotskyste de Concarneau, les conséquences de son inlassable énergie ne se font pas attendre; alors qu'il est déjà brimé dans sa profession, un inspecteur enquête pour connaître sa position politique. Mobilisé à Brest comme matelot, il est muté le 1^{er} mai 1940, en raison de ses convictions, dans une compagnie de 1^{re} ligne.

Arrêté le 2 juillet 1941 par la police française. Emprisonné à Châteaubriant où, parce que trotskyste, il est mis en quarantaine par les membres du Parti Communiste Français, militants ouvriers comme lui. Le 21 octobre 1941 il est fusillé avec les camarades mêmes qui l'avaient mis en quarantaine, pour « dangereux militantisme révolutionnaire ».

PIERRE GUEGUEN. Officier décoré en 1914-1918, Pierre Guégen sort de la première guerre mondiale écœuré du massacre et de son inutilité. Prenant conscience du mécanisme logique de la guerre impérialiste, il adhère au parti communiste, le parti communiste de Lénine. Il devient maire communiste de Concarneau mais, entretenant toujours d'excellents rapports avec Marc Bourhis, il rompt en septembre 1939 avec le Parti Communiste, rallié au pacte germano-soviétique après avoir pratiqué pendant des années une politique chauvine.

A la différence des traîtres à la classe ouvrière, Doriot, Gitton, Clamamus, etc., il quitte le P. C. pour revenir au véritable communisme révolutionnaire. Arrêté et emprisonné au camp de Châteaubriant, mis en quarantaine aussi parce que trotskyste par les militants du P. C., il écrit une lettre annonçant son irrévocable décision d'adhérer sans réserve à la IV^e Internationale. Le 22 octobre, il est fusillé avec les autres martyrs de Châteaubriant.



Marc BOURHIS

avec eux, ont été assassinés par les hitlériens :



Marcel HIC

MARCEL HIC, né le 30 avril 1915, à Paris, diplômé d'études supérieures, rédacteur à l'Agence Havas, militait pour la IV^e Internationale depuis 1933 dans les JEUNESSES LENINISTES, les JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES, puis à partir de juin 1936 dans le PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE, premier Parti français de la IV^e Internationale, dont il devient un des principaux dirigeants.

Lorsque vient la guerre, HIC, à qui sa santé très compromise vaut de n'être pas mobilisé, est secrétaire européen de la IV^e Internationale. Il rédige, organise, met la main à l'édition comme à la diffusion et, en juillet 1940, il reforme le Parti Ouvrier Internationaliste illégal.

D'une énergie indomptable, il reconstitue les liaisons en France et avec l'étranger, il fait revivre le Secrétariat Européen de la IV^e Internationale. Rédacteur, seul ou en collaboration, des principales thèses trotskystes françaises et européennes (sur la question nationale, sur le Front Ouvrier, etc.), il anime, outre le Secrétariat Européen, les plus importantes commissions de travail du Parti: commission syndicale (où un Henri Souzin, responsable, à 20 ans, d'un Syndicat du Bâtiment, achève sa formation de dirigeant ouvrier révolutionnaire), comité de rédaction de « La Vérité » (certains de ses articles lus jusqu'à Alger force le respect de bourgeois gaullistes, par ailleurs nos adversaires).

En 1940, HIC est arrêté, dénoncé par un sympathisant. Il passe plusieurs mois à la Santé. Confronté avec son délateur, il l'amène par le seul regret qu'inspirent son attitude et sa personnalité, à se rétracter. HIC est relâché; on relâchait encore en ce temps-là.

Il est de nouveau arrêté en octobre 1943, au moment où ses efforts aboutissent à la constitution du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

Après avoir été torturé par la Gestapo, rue des Saussaies et à Fresnes, il est déporté à Buchenwald en janvier 1944. Nos camarades rapatriés nous disent son attitude admirable de courage, de fermeté et de combattivité. En raison sans doute de sa défense constante et acharnée des intérêts de ses camarades de captivité, il est expédié à Dora. Sans nouvelles de lui, nous sommes contraints de croire qu'il

n'a pas survécu au régime du bagne souterrain où sont morts des dizaines de milliers de déportés.

Pour tous ceux qui l'ont connu, Marcel HIC restera toujours l'exemple le plus admirable du dirigeant révolutionnaire et la preuve la plus magnifique que notre combat révolutionnaire est, en même temps que la seule solution pour l'humanité en proie au malheur de l'agonie capitaliste, une école d'hommes supérieurs.

Ceux qui conservent pour toujours sa mémoire vivante savent que la seule vengeance digne de lui, la seule qu'il nous aurait demandée, consiste à poursuivre la lutte commencée avec lui: travailler avec abnégation à la Révolution Socialiste et vaincre.

et tant d'autres,
responsables du Parti Communiste Internationaliste :



JOFFÉ

TRESSO, ancien délégué à Moscou de l'Internationale Syndicale Rouge (Profinterp), ancien Secrétaire général adjoint du Parti Communiste Italien, Membre du Comité Central du Parti Communiste Internationaliste, F. T. P., tué au maquis.

LAURENT, responsable militaire national du Parti Communiste Internationaliste, tué à Paris pendant l'insurrection d'août 1944.

KUNSTLINGER Henri (Henri-Roger), étudiant, membre du Comité Central et responsable de la Commission de province du P. C. I., membre dirigeant des « Camarades de la Route » (Auberges de Jeunesse, zone Sud), fusillé par les SS à Lyon en juillet 1944.

MEICHLER Jean, 45 ans, éditeur de la « Vérité » et de la « Lutte de Classes », membre du Comité Central du P. C. I., fusillé par la Gestapo pour avoir été le gérant du journal de propagande communiste dans l'armée allemande « Unser Wort ».

SOUZIN Henri, ancien trésorier régional des Jeunesses Communistes, membre, sous l'occupation, de la direction du Syndicat des peintres en bâtiment et du comité exécutif de la Fédération du Bâtiment, organisateur d'une fraction révolutionnaire illégale dans les syndicats, membre du Comité Central du P. C. I., arrêté en 1941 et déporté, mort en déportation.

COLLIARD Henri, membre du Comité Central du P. C. I., responsable du parti pour Lyon et la zone sud. Membre du groupe « Libération » avec André Philip. Arrêté par Laval, déporté à Buchenwald, mort en déportation.

CRUAU Robert, 23 ans, postier, membre du Comité Régional de Bretagne du P.C.I., assassiné au siège de la Gestapo à Brest, en septembre 1943.

WIDELIN Paul, émigré trotskyste allemand, responsable du P. C. I. pour la propagande communiste dans l'armée allemande, abattu par la Brigade Spéciale, laissé pour mort, ramassé et hospitalisé, dénoncé à la Gestapo et fusillé le soir même.

BRASLAWSKI Lucien (Lubra), 24 ans, étudiant, responsable du P. C. I. pour la région parisienne, arrêté en avril 1942, déporté et mort à Auschwitz.

JOFFE Jules (Pouly), 25 ans, étudiant, responsable du service faux-papiers de la région parisienne pour le P. C. I., arrêté en avril 1942, déporté et mort à Auschwitz.



Henri SOUZIN

SCHULTZ Eric, 23 ans, ouvrier mécanicien, commissaire politique du P. C. I., arrêté en juin 1943, disparu en déportation.

BODENEZ Yves, 23 ans, charpentier, responsable de cellule à Kerhuon (Finistère), arrêté en octobre 1943, déporté à Buchenwald puis à Dora. Tué le 11 mars 1944, la colonne vertébrale brisée à coups de bâton par un kapo tchèque.

REBOUL, ouvrier sucrier à Marseille, responsable de cellule du P. C. I. à Marseille, F. T. P., tué au maquis.

SALINI, représentant de commerce, responsable de cellule du P. C. I. à Marseille, F. T. P., tué au maquis.

SADEK, garçon épicier, F. T. P., tué au maquis.

Ces trois derniers, évadés du Puy en octobre 1943.

VAN HULST, ouvrier métallurgiste, responsable de cellule du P. C. I., tué par la Milice à Neuilly pendant l'insurrection d'août 1944.



BRASLAWSKI

et nombre de militants de base du Parti Communiste Internationaliste, parmi lesquels:

LEMPERT Bella, 23 ans, arrêtée en avril 1942, déportée, morte à Auschwitz.
 LEBACKER André, ouvrier métallurgiste, fusillé par la Gestapo.
 THIOLON, instituteur, fusillé par la Gestapo.
 FELSENSCHWALBE Régine, 22 ans, arrêtée en août 1942, déportée en novembre 1942, sans nouvelles.
 FERLEGER Simone, 21 ans, dactylo, arrêtée en août 1942, déportée à Birchenau, sans nouvelles.
 BARTHELEMY Pierre, ouvrier métallurgiste, arrêté en août 1942, déporté en janvier 1943, sans nouvelles.
 LEBRUN Jacques, 21 ans, électricien, arrêté en 1942, mort à Matthausen le 29 avril 1945.
 MARCOUX Janine, 27 ans, professeur, arrêtée en juillet 1944, déportée à Ravensbrück, s'est évadée du camp. A été reprise par les SS et a été rendue folle par les tortures.

Etc...



Yves BODENEZ



Bella LEMPERT

« Le gouvernement de Vichy, semblable à ceux de Berlin, Rome et Madrid, se présente comme le pire gouvernement réactionnaire réalisant l'alliance monstrueuse du flic, du curé et du grand capitaliste. Nous ne retrouverons pas notre liberté par la soumission, mais par la lutte!

Tous les ouvriers conscients savent que la classe ouvrière et les masses exploitées n'ont qu'un ennemi: le capitalisme international!

Car n'oublions jamais que si c'est la classe bourgeoise allemande qui nous a achetés, c'est la classe bourgeoise française qui nous a vendus! »
 (« La Vérité », n° 30, 15-12-42.)

En même temps, ont été déportés dans les bagnes hitlériens ou emprisonnés

par la police bourgeoise de Vichy :

- DEMAZIERE Albert**, 31 ans, dans la clandestinité membre du Comité de la zone Sud du P. C. I., responsable de Marseille-Ville, puis responsable du Comité Régional Parisien après son évasion, actuellement membre du Comité Directeur du P. C. I., fonctionnaire, membre du Conseil Syndical Central du Syndicat National des Agents et Fonctionnaires du ravitaillement, arrêté le 2 juin 1942, condamné par la Section Spéciale du Tribunal Militaire de la 15^e division aux travaux forcés à perpétuité, évadé de prison le 2 octobre 1943.
- LAVAL Maurice**, 25 ans, dans la clandestinité membre du Comité Régional Parisien, actuellement membre du Comité Directeur du P. C. I., mécanicien de précision, responsable national du Centre Laïque des Auberges de la Jeunesse, arrêté en mars 1943, déporté à Oranienbourg.
- BEAUFRERE Marcel**, 30 ans, postier, membre du Comité Directeur du P. C. I., arrêté le 12 juillet 1942, puis libéré. Arrêté de nouveau le 7 octobre 1943, torturé par la Gestapo, déporté le 21 janvier 1944 à Büchenwald.
- DAVID**, 35 ans, membre du Comité Central du P. C. I., arrêté en octobre 1943, déporté à Hambourg-Neuengam, hospitalisé à son retour.

MINISTRE DE L'INTERIEUR ETAT FRANCAIS
 Direction Générale de la Quimper, le 11 Octobre 1941
 Sécurité Nationale

COMMISSION SPECIALE UN COMMISSIONNAIRE DES RECHERCHES
 de QUIMPER. de QUIMPER.

Le Commissaire des Recherches M. Maurice le PRÉFET de QUIMPER,
 a l'honneur de vous adresser, (Cabinet).

Les frères LEMPT (Louis et Victor-Henri), nés respectivement le 5 mars 1905 et le 20 décembre 1907 à BOURGNEUF, exercent la profession de peintres dans cette commune. Ils n'ont jamais été officiellement inscrits au Parti Communiste, mais peuvent être considérés comme extrêmement dangereux en effet, ils assistaient à toutes les manifestations de ce parti et aux réunions au cours desquelles ils se faisaient remarquer par leur extrême violence; révolutionnaires convaincus, à tendances anarchistes, les frères LEMPT n'hésitent pas à proférer des menaces de mort, couvaient politiquement la venue du "Grand Soir". De nombreuses personnes ont été menacées par eux, dont un Inspecteur de son service et un habitant du Quartier de Lou-Marie à qui ils reprochaient d'assister à la messe, sans aucun respect pour la propriété, brisent les clôtures des cultivateurs, font intervenir à leur profit de leur famille, ils se leur permettent point que la révolution ne change leur caractère toute libérale.

Les frères LEMPT, violents et révolutionnaires acharnés, sont extrêmement dangereux; ils représentent le type même de "l'homme de choc" prêt à l'émeute. Leurs opinions politiques sont connues de toute la population quimperlaise; il n'y a pas de surprenant "les frères de Lou-Marie" et les libérer constituerait, dans les circonstances actuelles, une erreur grave.

— BOURNEUF Marc, né le 26 Février 1907 à LUCAN RIVIER (C. du S.) instituteur à BOURNEUF, était l'un des parti révolutionnaire dans cette commune. Fils de M. BOURNEUF, Conseiller Municipal Communiste révoqué de LUCAN RIVIER, et mari de Mlle BOURNEUF, institutrice à St-Philibert en BOURNEUF, également communiste acharné, il était en relations constantes avec les chefs de ce parti à LUCAN RIVIER, assistant assidûment aux réunions, il s'y faisait remarquer par sa violence; affecté, au cours de la guerre, à une compagnie de Travaux spéciaux, il n'a pas renoncé ses convictions et sa présence dans la région de Quimper est par conséquent indésirable.

VALLIERE Paul-Henri, né le 4 Août 1902 à BOURNEUF-VALENTIN, résidant à BOURNEUF, collaborateur (révoqué) en compagnie avec le nommé SALMON STALLA, est un communiste internationaliste, et n'a pas passé l'équilibre.

Condamné par le Tribunal de la Seine pour entrave à la liberté

MORAND, 29 ans, membre du Comité Central du P. C. I., arrêté en juin 1944, torturé par la Brigade Spéciale.

CORVIN Mathias, 28 ans, membre du Comité Central du P. C. I., arrêté en juin 1943.

DELAMBRE, membre du Comité Central du P. C. I., arrêté en octobre 1943, déporté en Silésie.

MARCOUX, 30 ans, membre du Comité Central du P. C. I., arrêté en juillet 1944, torturé par la Gestapo, s'est évadé, bien que grièvement blessé, des locaux de la Milice de Darnand.

GERARD, 25 ans, membre du Comité Régional de Lyon du P. C. I., arrêté en 1942, condamné à 20 ans de travaux forcés par Vichy, déporté.

PRADALES, 32 ans, responsable syndical du P. C. I., arrêté et déporté par la Gestapo début 1944.

LUCIEN, 25 ans, ouvrier électricien, arrêté en octobre 1943, déporté à Büchenwald et à Dora.

ANDRE, 25 ans, ouvrier photographe, arrêté avec toute sa famille en octobre 1943, déporté à Büchenwald.

BAGET Marguerite, 22 ans, étudiante, arrêté en mai 1944, déportée à Auschwitz.

FOURNIE Georges, 25 ans, correcteur typographe, arrêté en octobre 1943, déporté, hospitalisé à son retour.

MARIE, 25 ans, employée de bureau, arrêté en décembre 1943, déportée à Ravensbrück.

ELIANE, 24 ans, modiste, arrêtée en octobre 1943, déportée à Ravensbrück.

KARGEMAN Pauline, 20 ans, arrêté en mars 1942, déportée à Auschwitz.

LETELLIER Jacques, 22 ans, arrêté le 21 août 1942, 5 mois à la Santé. 1 an en camp de concentration en France, évadé en février 1944, arrêté de nouveau en mars 1944, 6 mois à la Santé.

ADELIN Raymond, 28 ans, fonctionnaire, arrêté en juin 1943, 9 mois à Fresnes, torturé par la Gestapo, évadé du train qui de Compiègne l'emmenait en déportation, actuellement hospitalisé en Sanatorium.

USCLAT-VADESCIO Marguerite, 34 ans, institutrice, arrêtée le 2 juin 1942, déportée en 1944.

ANNE, 27 ans, dactylo, arrêtée en octobre 1943, déportée à Ravensbrück.

CHAUVIN René, 27 ans, étudiant, arrêté en janvier 1943, déporté à Matthesen, Lobl-plass, Auschwitz, Yougoslavie, Büchenwald, Berga, Tchécoslovaquie.

LE DEM Alain, 31 ans, sellier, arrêté en septembre 1942, évadé de Chartres en février 1943, traqué par la Gestapo sous diverses identités, lui échappa de justesse à plusieurs reprises.

« Le rôle de Laval? Un rôle de gendarme, un rôle de flic, « gardien de l'ordre social ». Il lui faut écraser toute velléité de révolte des travailleurs sans pain ni feu. La principale attribution de Laval? Le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des flics pour la sauvegarde des Krupp, des Siemens, des Wendel, des Renault et des Worms.

Aujourd'hui la bourgeoisie française « collabore », c'est-à-dire qu'elle se cramponne au régime qui assure ses profits.

Aujourd'hui on fusille et on déporte les travailleurs juifs innocents, mais le financier juif Worms est au pouvoir par l'entremise de Leroy-Ladurie et de Jacques Barnaud.

Qu'ils se fassent plébisciter, les Pétain et les Laval! Ils comprendront alors combien la population les hait et les vomit, ils comprendront quelle sera demain l'ampleur de la révolution française, pour un véritable gouvernement ouvrier et paysan! »

(La Vérité, n° 31 du 1^{er} mai 1942.)

Etc...

du Breuil, arrêté et condamné à six mois de prison à LORIENT, pour faux et usage de faux, condamné par la Cour d'Appel de BREST à un an de prison pour excitation de militaires à la désobéissance, VALLEU n'a cessé de jouer un rôle actif dans l'agitation bretonne soit comme la préface de nombreux articles, soit comme candidat communiste aux élections, il faisait systématiquement opposition aux associations de défense passive, prenait une part très active aux réunions révolutionnaires de BREST de 1935, il combattait par tous moyens d'agression la situation, malgré quelques différends avec les chefs locaux du Parti, qui étaient d'ailleurs d'une hauteur bien inférieure à la sienne, il avait une action personnelle considérable sur les militants avec lesquels il était resté en relations constantes.

VALLEU est considéré par la Commanderie Maritime de l'Arsenal de BREST, par la Section de Gendarmerie de BREST, par la Police Spéciale et la Police Municipale de cette ville, comme l'un des propagandistes communistes les plus dangereux depuis l'inscription au Carnet "B" et internationalement administratif ne furent plus justifiés.

A son égard, dans les circonstances actuelles, aucune mesure de clémence ne se paraît souhaitable à l'égard de ces quatre individus.

Le Commissaire des Renseignements Généraux,
signé J. MOREAU.

Fac-similé de la lettre adressée le 14 octobre 1941 par J. Moreau, Commissaire des Renseignements Généraux (Ministère de l'Intérieur) au Préfet du Finistère et dont le 3^e paragraphe, consacré à Marc Bourhis, a eu comme résultat de le faire fusiller huit jours après à Châteaubriant.

Cette lettre fait état de ses qualités de militant acharné, qui le rendaient particulièrement « dangereux » aux yeux des laquais de Vichy.

Ceux qui sont morts dorment dans les plis du drapeau rouge.

Ceux qui restent vivants, après les souffrances, la prison, les tortures, la déportation, reviennent plus forts, plus confiants que jamais en la victoire du marxisme et de la Révolution.

Tels étaient, tels sont les Trotskystes.

Mais quelle fut la raison de ces sacrifices, quelle fut la politique qui entraîna cette impitoyable répression,

Quelle fut la lutte des Trotskystes sous la Terreur nazie ?

1940

L n'y avait en France, que DEUX JOURNAUX CLANDESTINS :

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

et

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section Française de la IV^e Internationale)

LE JOURNAL DES TROTSKYSTES

Ce n'est qu'en **juin 1941**, lorsqu'Hitler viola cyniquement les accords Germano-Soviétiques, que l' « HUMANITE » déclancha la lutte contre les nazis.

Mais c'est dès le mois d'**Août 1940** que les trotskystes français firent reparaître clandestinement leur organe central: « LA VERITE » dont le titre même était un soufflet à la presse nazie, et qui, dès son premier numéro, lutta contre l'oppression hitlérienne en France.

ainsi, « LA VÉRITÉ » fut le premier journal qui résista à Hitler

GRACE à cette simple feuille ronéotypée, diffusée à travers mille dangers, les trotskystes — communistes internationalistes — dénoncent impitoyablement le capitalisme mondial fauteur de la guerre impérialiste avec ses massacres, du fascisme avec sa terreur, ses déportations, son antisémitisme; ils dénoncent la bourgeoisie, exploitrice des travailleurs, faisant payer la défaite au peuple et organisatrice de l'odieux régime de Vichy.

Ils appellent les travailleurs à se regrouper, soutiennent leurs luttes, et leur montrent la **seule** voie pour en finir à jamais avec le fascisme et la guerre : le renversement de la bourgeoisie, le Gouvernement Ouvrier et Paysan, **LE COMMUNISME**.

Non seulement ils mènent **dans leur propagande** la lutte contre **HITLER** et **PETAIN**, les assassins de la **GESTAPO** et leurs complices policiers et juges bourgeois français, mais encore **dans l'action**, en formant des groupes d'auto-défense, ils chassent en **novembre 1940** les fascistes français des locaux des **AUBERGES DE LA JEUNESSE (CLAJ)**, dernière organisation libre de la jeunesse dont les autorités nazies arrêtaient bientôt les dirigeants.

Ainsi, bien avant même les organisations de « **RESISTANCE** », la **Section Française de la IV^e Internationale** entama la lutte sans merci contre l'oppression hitlérienne.

LETTRE A UN CAMARADE COMMUNISTE

« Cher Camarade,

« Depuis plusieurs semaines les journaux annoncent des arrestations massives de camarades communistes. Je suis entièrement solidaire de tes camarades; ils ont toujours fait preuve de courage, ils ont milité pendant la guerre malgré la répression, ils continuent. Mais je pense que la direction de ton parti est responsable de ces arrestations; tes camarades paient la politique de flirt avec les hitlériens qu'elle a mené au début de l'occupation.

« Dans une précédente lettre je reprochais à ton parti de ne rien dire contre le pillage des hitlériens, d'essayer de s'entendre avec ceux qui ont assassiné Edgar André et qui maintiennent Thaelmann en prison.

« Depuis, tes chefs ont fait des démarches à la Kommandatur pour obtenir la parution légale de l' « Humanité » et certaines cellules (comme à Villejuif) ont cru devoir se renseigner pour savoir s'il était possible de se réfugier dans les Kommandatur en cas d'ennuis avec la police française. Le résultat de cette politique, c'est que la Gestapo a pu repérer tranquillement tous vos militants et responsables, et qu'elle les fait actuellement arrêter par la police française.

« Malgré ces résultats catastrophiques, il ne semble pas que la direction de ton parti veuille changer cette politique néfaste. L' « Humanité » ne dit pas un mot sur les misères qu'entraîne l'occupation et la continuation de la guerre hitlérienne. » (La Vérité, N° 8, 1^{er} janvier 1944.)

1941-1942



L A classe ouvrière relève la tête; ce sont les grandes grèves du Nord.

Le Parti Communiste Internationaliste (Section Française de la IV^e Internationale) appelle les travailleurs à la lutte pour leurs salaires, au combat contre la Charte du Travail et les catégories imposées par Vichy, les heures supplémentaires et le travail de nuit.

Il soutient et anime les grèves, se bat pour un meilleur ravitaillement; le premier il appelle les masses travailleuses à constituer des Comités de Ménagères, à manifester, à prendre en mains le ravitaillement contre le marché noir, contre les fonctionnaires de Vichy, agents des réquisitions de l'impérialisme allemand; il organise la lutte des travailleurs des villes en étroite alliance avec les paysans travailleurs.

Mais surtout, seul parmi toutes les organisations de résistance, parmi tous les partis ouvriers, le P. C. I. ne sépare pas la lutte contre le fascisme allemand de la lutte contre le capitalisme mondial. Seule parmi toute la presse clandestine, « LA VERITE », le journal des trotskystes français, ne sépare pas la nécessité d'abattre Hitler de la nécessité d'abattre la bourgeoisie qu'il sert et qui ne peut qu'engendrer les Hitler et leurs semblables.

C'est pourquoi les trotskystes sont pourchassés. Quand il s'agit d'eux, les commissaires de police « patriotes » ne ferment plus les yeux.

C'EST DANS LES PRISONS ET LES CAMPS QUE TOUS LES MILITANTS OUVRIERS, CEUX DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, CEUX DU PARTI SOCIALISTE ET DE LA C. G. T., FONT CONNAISSANCE AVEC LES MILITANTS DE LA IV^e INTERNATIONALE. ILS PEUVENT AINSI APPRECIER CE QUE VALENT LES MENSONGES

QUI PRESENTAIENT LES TROTSKYSTES COMME DES « TRAITRES » OU DES « AGENTS DE LA GESTAPO ».

Les trotskystes sont dans la première charrette de martyrs: GUEGUEN et BOURHIS tombent à Châteaubriant.

Puis MEICHLER est fusillé à Paris.

Mais, malgré les arrestations, les tortures, « LA VERITE » paraît toujours, s'agrandit, circule bientôt dans chaque usine, chaque mine, chaque chantier.

UNE PREMIERE IMPRIMERIE NAIT, dans une cave de banlieue.

LA VERITE
PROLETAIRES DE TOUT LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE DES CHEMINOTS
POUR UNE DEVAUCHE A PRENDRE...

LA VERITE
L'heure des combats décisifs approche... IL FAUT BATIR LE PARTI RE...

LA VERITE
LETTRE OUVERTE au Parti Communiste Français et au Parti Socialiste POUR L'UNITE D'ACTION OUVRIERE

LA VERITE
Liberté de presse ? VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

LA VERITE
DE GUERRE !

LA VERITE
EXEMPLES A SUIVRE

LA VERITE
La libération sera l'œuvre des...

LA VERITE
Où en est l'Angleterre ?

LA VERITE
LIBERTÉ DE LA PRESSE !

LA VERITE
Les Ouvriers Français ne souffriront plus des Esclaves du Fascisme

LA VERITE
Le Juin 30 nous en nous en parlant du front des Français...

LA VERITE
Use affaire bien empoisonnée

LA VERITE
OFFENSIVE REACTIONNAIRE RIPOSTE OUVRIERE

LA VERITE
Le Congrès

... (Small text at the bottom left, partially obscured)

L'U. R. S. S., PREMIER ETAT OUVRIER DU MONDE, FONDE PAR LENINE ET TROTSKY, EST ATTAQUEE LE 20 JUIN 1941 PAR L'IMPERIALISME ALLEMAND. LA « VERITE » APPELLE AUSSI-TOT A SA DEFENSE LES TRAVAILLEURS, SES SEULS VRAIS ALLIES.



La lutte des travailleurs s'accroît chaque jour. Aux salaires de misère, à la répression répond un immense mouvement de grèves qui s'étend de Brest à Montluçon et de Nantes à Saint-Etienne.

La guerre antibolchévique répond le sabotage de masse, à la déportation massive répond la guerre de partisans, la résistance collective, la propagande en faveur des grèves en Allemagne.

Les trotskystes sont à l'avant-garde de la lutte; ils sont les initiateurs des manifestations de Brest, de Lorient, de Paris (Gare de l'Est), etc., qui entravent les départs pour la « Relève ». Leurs services de faux-papiers ont permis à des milliers de jeunes d'éviter la déportation et la répression.

C'est maintenant par dizaines de milliers que les trotskystes répandent des tracts, des brochures, des journaux:

- 1° CONTRE LE PATRONAT, POUR LES SALAIRES, POUR LE RAVITAILLEMENT;
- 2° CONTRE LA DEPORTATION;
- 3° POUR LE SOUTIEN DES MAQUIS;
- 4° POUR LA DEFENSE DE L'U. R. S. S.;

« Pour le Proletariat international, le Front Soviétique est aujourd'hui plus que jamais le seul qui compte; sa tâche dans ce cadre est double: le prolétariat des pays démocratiques doit se mobiliser pour imposer l'envoi d'avions, de canons, de tanks, de munitions aux armées soviétiques; le prolétariat des pays opprimés par le fascisme doit empêcher que des armes ou du matériel parviennent aux armées de la contre-révolution. »

(« La Vérité », n° 28 du 30 janvier 1942.)



5° POUR APPELER LES JEUNES OUVRIERS AU COMBAT;

6° ET AVANT TOUT LUTTE POUR L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE, PAR LE FRONT OUVRIER.

Les Alliés font la guerre sous le drapeau de la « démocratie » bourgeoise;

Hitler mène une croisade anti-bolchevique;

C'EST SOUS LE DRAPEAU ROUGE DU BOLCHEVISME HAI PAR HITLER que les revues trotskystes « LA SEULE VOIE » et « IV° INTERNATIONALE » défendent seules la vraie doctrine communiste de LENINE et de TROTSKY.



LES militants de la IV° Internationale sont aussi dans les rangs des partisans, des F.T.P., principalement en Haute-Savoie, dans la Région Parisienne, dans le Massif Central, en Bretagne, dans la Loire et dans l'Oise.

C'est le camarade André CALVES (Christian), membre du C. R. de Bretagne, puis responsable du travail Maquis pour le P.C.I., qui, avec une équipe de la Compagnie F.T.P. Saint-Just,



exécuta le 10 juillet 1944, Georges BARTHELEMY, maire de Puteaux. Après avoir participé comme commissaire technique de sa compagnie à l'insurrection de Paris, dans le 19° arrondissement, il fit partie, comme lieutenant d'une compagnie de mortiers, du Groupe Tactique de Lorraine (Colonel FABIEN) jusqu'en décembre 1944.

EN JUIN 1943, Staline dissout la III° Internationale fondée par LENINE et TROTSKY pour le renversement du régime capitaliste dans le monde entier. Staline achève d'enterrer la Révolution sous le couvert de la Résistance. Aujourd'hui THOREZ enterre la Résistance au nom de la légalité (bourgeoise).



MAIS pour les trotskystes, les vrais alliés de l'URSS en guerre ne sont pas les diplomates bourgeois qui viennent faire de fastueux banquets au Kremlin, ce sont les travailleurs du monde entier. C'est eux que la IV^e Internationale, désormais la SEULE Internationale, appelle à la lutte dans tous les pays pour le renversement de leurs exploiters.

JUILLET 1943. Malgré les balles nazies et les bombes alliées les travailleurs italiens secouent leurs chaînes et chassent le brigand Mussolini: soutien de la Révolution italienne qui commence!

Une nouvelle fois les trotskystes font appel à la solidarité internationale des travailleurs. Une nouvelle fois ils attirent leur attention sur la lutte de classe dans tous les pays.

HITLER NOTRE BOURREAU est aussi celui du peuple allemand. Les SS se sont d'abord fait la main chez eux. Avant les militants français, la GESTAPO a emprisonné THAELMANN; avant nos martyrs de Chateaubriant, les communistes allemands, comme EDGAR ANDRE, ont été décapités à la hache; avant de servir de bagnes aux déportés de toute l'Europe, les camps de Büchenwald, de Dachau, d'Auschwitz, ont vu mourir dans les plus affreuses tortures des centaines de milliers de prolétaires allemands; avant de brûler Oradour, les nazis ont mis le feu à des dizaines de villages allemands.

SEULS LES TROTSKYSTES APPELLENT LES SOLDATS ALLEMANDS A LA REVOLUTION CONTRE HITLER et ses maîtres, les KRUPP et autres capitalistes allemands; SEULS ils appellent les soldats allemands à fraterniser avec les travailleurs français et les maquis, à se montrer dignes des grands socialistes allemands MARX, ENGELS, LIEBKNECHT et ROSA LUXEMBOURG.

Un soldat allemand tué ne luttera plus pour Hitler

... mais il ne pourra pas non plus lutter contre!

Un soldat allemand gagné au communisme, ce n'est pas un ennemi de moins, c'est un allié de plus.

Des cellules communistes internationalistes se constituent dans l'armée allemande à Brest, à Paris, etc. Mais ce travail de désorganisation



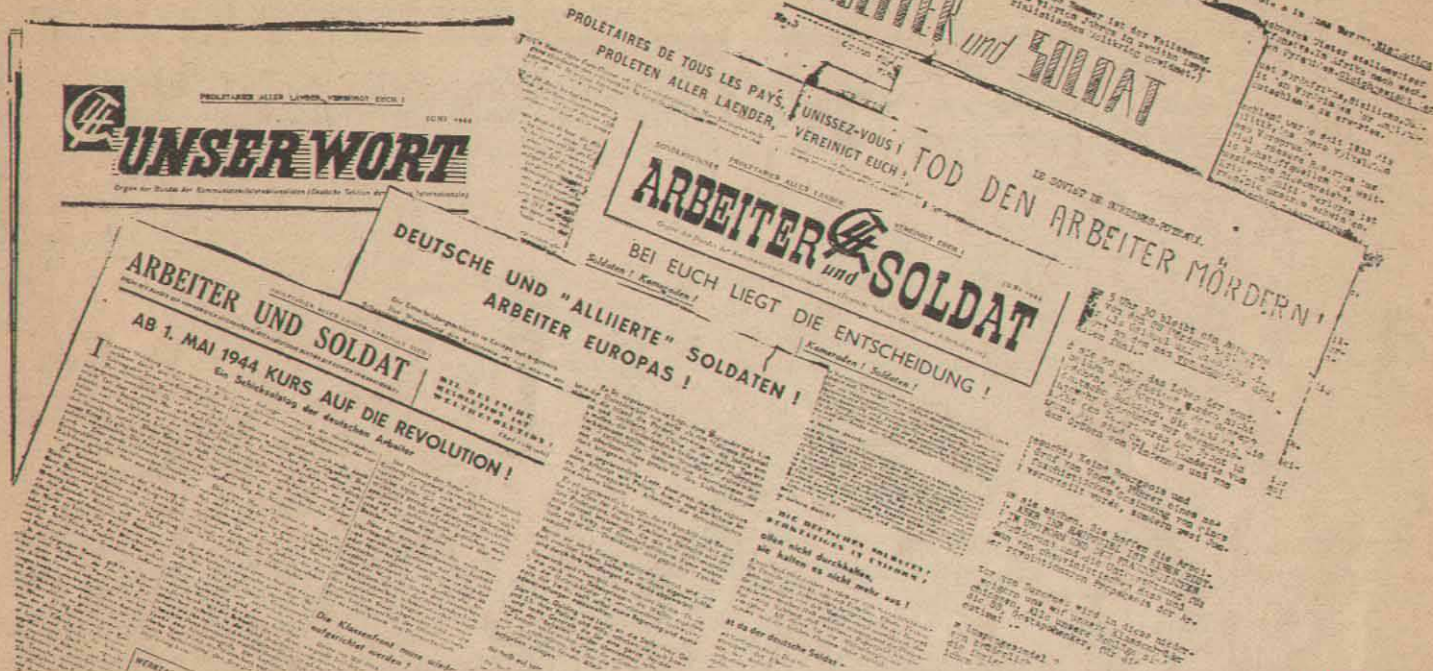
« Nous voulons la fraternisation sur tous les fronts et nous nous en occupons. Nous ne nous bornons pas à la fraternisation entre la Russie et l'Allemagne, nous invitons tous les soldats à fraterniser. Mais comment comprendre la fraternisation? ... en s'efforçant de transformer cette manifestation spontanée, élémentaire, de la solidarité des opprimés en un mouvement conscient aussi organisé que possible tendant au passage de l'intégrité du pouvoir gouvernemental dans tous les pays belligérants au prolétariat révolutionnaire. »

(LENINE: Conférence panrusse du P.O.S.D.R., avril 1914, discours en faveur de la résolution sur la guerre.)

« Si les révolutionnaires chauvins remportaient en Russie la victoire, nous serions, dans la guerre présente, contre la défense de leur « patrie ». Notre mot d'ordre est: contre les chauvins, mêmes révolutionnaires et républicains, pour l'alliance du prolétariat international en vue de la révolution socialiste. »

(LENINE: Ce que notre parti disait de la guerre avant la révolution, « Pravda », n° 56 du 13-26 mai 1917.)

de l'armée allemande alerte la Gestapo : elle arrête ou fusille plus de 65 militants trotskystes allemands et français.



Parmi eux, 30 soldats et marins allemands militant à Brest. En leur nom, nous saluons le camarade WILLY qui organisait la livraison d'armes au maquis, la désertion des ouvriers sous l'uniforme, et le vol des cachets de l'« Organisation Todt » pour légaliser nos fausses cartes de travail.

Ainsi que les camarades :

ROGER, 40 ans, trotskyste allemand, responsable du P.C.I., membre d'un corps franc du Dauphiné, agent de renseignements pour le Bureau 5°.

MAX, 30 ans, trotskyste allemand, responsable du P.C.I., adjudant-chef F.F.I. dans le maquis de l'Ardèche.

1944

LA guerre continue, les ruines s'ajoutent aux ruines, les morts aux morts. Au début de l'année, des documents tombent entre les mains de la Résistance. Ils prouvent clairement que les capitalistes américains ravitaillent Hitler en pétrole par l'Espagne. Seule « LA VERITE » ose les publier. Une nouvelle fois, elle dénonce la duperie de la guerre impérialiste faite aux seuls profits du grand capital.



« Seuls les peuples eux-mêmes, en mettant fin à la domination capitaliste par les Etats-Unis Socialistes du Monde, peuvent faire cesser les trafics immondes des marchands de canons en même temps qu'ils peuvent assurer la paix. »

(« La Vérité », N° 55 du 10 décembre 1943.)

Voilà quelle fut la lutte de la Section Française de la IV^e Internationale sous la terreur nazie.

Mais ces hommes qui sont morts glorieusement à la tâche de libération de l'humanité n'ont malheureusement pas été les seuls. Dans tous les pays d'Europe, des communistes internationalistes, bolcheviks-léninistes, unis dans la vie par le combat mondial du prolétariat, ont été unis dans la mort par les monstres fascistes, au cours d'une répression et d'un massacre à l'échelle continentale, qui ont atteint en premier l'avant-garde militante de la classe ouvrière.



EN BELGIQUE

La IV^e Internationale rend un douloureux hommage à nos camarades :

LESOIL Léon, de Châtelineau. Ouvrier de charbonnage, entré en 1921 au Parti Communiste Belge, délégué aux Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou. Fondateur en 1927 du Groupe de l'Opposition Communiste en Belgique. Fondateur en 1936 du Parti Socialiste Révolutionnaire (l'actuelle Section Belge de la IV^e Internationale). Arrêté le 22 juin 1941, interné à Huy, puis déporté à Hambourg-Neuengam.

NOPERE Marius, de Cuesmes. Ouvrier métallurgiste, membre fondateur du Parti Socialiste Révolutionnaire (Section Belge de la IV^e Internationale), trésorier de notre section de Cuesmes. Pionnier du parti dans le Borinage. Interné à Huy, puis déporté en Allemagne.

MICHAUX Ferdinand, de Châtelineau.

FRANQUET Joseph, de Jemappes.

BEUGNIES, de Jemmapes.

MARCOURT Louis, de La Bouverie.

DE LEE Léon, d'Anvers.

RENERY Lucien, de Liège.

VAN BELLE Francis, de Liège.

ETC...

TOUS MORTS EN DEPORTATION.



EN GRECE

La IV^e Internationale rend un douloureux hommage à nos camarades :

POULIOPOULOS Pantelis, 45 ans, avocat. Militant révolutionnaire depuis 1919. Elu membre du Bureau Politique du Parti Communiste grec, il en devient le Secrétaire général en 1924, et le représente au V^e Congrès de l'Internationale Communiste. Arrêté et condamné par la bourgeoisie grecque à 18 ans de prison. Fondateur en 1927 du groupe « Spartakos » devenu la Section Grecque de la IV^e Internationale. Arrêté en 1939, fusillé en 1943 par les autorités militaires italiennes, après avoir, devant le poteau d'exécution, harangué les soldats chargés de le fusiller, et provoqué une insurrection de ceux-ci. Sa vie et sa mort sont devenues légendaires en Grèce, où on le respecte comme un des exemples les plus purs d'héroïsme et de dévouement révolutionnaires.

MAKRIS Jean, 40 ans environ, ouvrier pâtissier. Militant syndicaliste connu, ancien membre des Jeunesses Communistes. Membre du Comité Central de la Section Grecque de la IV^e Internationale. Plusieurs fois arrêté, emprisonné et déporté. Fusillé en 1943 par les autorités d'occupation.

XYPOLYTOS Jean, 40 ans, ouvrier du bâtiment. Ancien responsable du Parti Communiste Grec. Membre du Comité Central du Groupe « Spartakos ». Emprisonné et déporté plusieurs fois. Fusillé en 1943 par les autorités d'occupation.

YANNAKOS Constantin, 30 ans environ, instituteur. Ancien membre des Jeunesses Communistes. Membre du Comité Central de la Section Grecque de la IV^e Internationale. Arrêté en 1939, fusillé en 1943 par les autorités d'occupation.

Et des centaines d'autres, dont 17 fusillés par la Gestapo à Athènes, 4 autres à Salonique avant le débarquement allié, dont nous n'avons que peu ou pas de nouvelles, et qui n'ont cessé de lutter comme leurs camarades français, belges et d'ailleurs, contre l'ennemi fasciste.



EN HOLLANDE

La IV^e Internationale rend un douloureux hommage aux militants du RSAP (Parti Socialiste Révolutionnaire de Hollande) qui est la Section hollandaise de la IV^e Internationale.

La Gestapo et la police du Quisling hollandais Mussert ont assassiné le 12 avril 1942 9 dirigeants bien connus du RSAP dont voici les noms : SNEEVLIET, DOLLEMAN, SCHIEFFER, WITTEVEEN, EDEL, KOESLAG, BARTEN, MENIST, GERRITSEN.

En décapitant sauvagement le RSAP, les nazis ont rendu le plus éclatant hommage au programme trotskyste de la révolution mondiale. Ils ont montré par là, une fois de plus, qu'ils voyaient dans ce programme l'ennemi le plus dangereux du capitalisme et du fascisme.

EL SOVIET

deber del momento

PERMANENTE REVOLUTION

Der Jungkommunist

Internationales Bulletin

KRIEG?

Bulletin dell'Opposizione

BOLSCHEWIK

PROMETEO

La Voix Communiste

Bulletin d'Information de la Fraction de Gauche Italienne

LA LUTTE DE CLASSES

DELNICKA POLITIKA

Bulletin International de l'Opposition Communiste à gauche

THE MILITANT

WLB UPHOLDS WAGE FREEZING FORMULA

Rejects Main Wage Demand Of CIO Steel Workers Union

La Vérité des Jeunes

LUCHA de CLASES

NI JUNTA DE LIBERACION, NI U. N. E. ALIANZA OBRERA

LA VERITE

A BAS LE BLOCAGE DES SALAIR

LA VERITE

1^{er} MAI

LA VOIE DE LENINE

1^{er} MAI DE LUTTE

pour l'échelle mobile des salaires



DANS les autres sections européennes de la IV^e Internationale, la classe ouvrière a perdu aussi des centaines de ses meilleurs militants. Seules les difficultés actuelles de communications nous empêchent d'avoir plus de détails sur nos pertes et nos martyrs. Mais nous savons qu'en Italie, en Espagne, au Danemark, en Norvège et en Allemagne, la IV^e Internationale n'a cessé d'être à la pointe extrême de la bataille contre le fascisme pour la révolution communiste internationale.

Et ces hommes qui, sur tout un continent, sont morts sous les coups d'une bourgeoisie et d'un capitalisme exaspérés, sont les militants d'une politique que la classe ouvrière du monde entier reconnaît de plus en plus comme la sienne, celle de sa chair et de son sang.

Aux Etats-Unis (Socialist Workers Party), en Angleterre (Révolutionary Communist Party), au Canada, au Mexique, en Argentine, au Chili, au Paraguay, en Uruguay, en Bolivie, à Cuba, en Afrique du Sud, aux Indes, en Irlande, en Chine, en Indochine, etc., etc., existent des sections officielles de la IV^e Internationale en plein essor et en plein développement.

Malgré sa férocité, le fascisme n'a pu étouffer le communisme!

Malgré leurs trahisons, les partis réformistes et « diplomates » n'ont pu enterrer le bolchevisme!

Malgré sa répression passée ou à venir, la bourgeoisie mondiale ne pourra pas empêcher la révolution socialiste!

VIVENT MARX, ENGELS, LUXEMBOURG, LIEBKNECHT, LENINE et TROTSKY!

LETTRE OUVERTE

au Président de la Fédération de la Presse

(publiée dans le n° 74 de la "VÉRITÉ" du 30 Septembre 1944)

LA IV^e République proclamant la liberté de la presse, *La Vérité* a demandé à en bénéficier, au nom de plus de quatre ans de lutte sous la dictature de Pétain et d'Hitler.

Le bureau de la Fédération de la presse, comme le Ministère, commencèrent par reconnaître « que le journal *La Vérité* remplit toutes les conditions exigées par la Fédération de la presse clandestine pour paraître de plein droit ».

Mais bientôt, à notre demande de hâter les formalités d'autorisation, le bureau de la Fédération de la presse nous répondait ainsi :

Le 18 Septembre 1944.

Monsieur le Directeur,

Vous avez bien voulu me demander d'intervenir auprès de M. le Ministre de l'Information en vue de hâter la réponse à votre demande de parution du journal *La Vérité*.

Le bureau de la Fédération, saisi de cette demande, m'a chargé de recueillir des renseignements pour savoir si vos diverses publications clandestines ont été des publications « résistantes », c'est-à-dire menant campagne en faveur de la France et de ses alliés, l'Angleterre, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la République de Chine, etc...

Je vous serais reconnaissant, si vous insistez sur la démarche que vous m'avez demandée, de bien vouloir me fournir une documentation sur ce point.

Veuillez agréer, etc...

Pour le bureau de la F.N.P.F.
Le Président A. BAYET.

Notre réponse:

Monsieur le Président,

ORSQUE voilà près de trois semaines, nous avons demandé l'autorisation de paraître pour notre organe central *La Vérité*, vous-même comme les services responsables du Ministère de l'Information, vous nous avez confirmé qu'ainsi que nous le pensions, cette parution allait de soi en vertu de la lutte menée par nous dans la clandestinité. Vous avez alors convenu que nous ne pouvions pas rester plus longtemps privés du droit de nous exprimer et vous avez bien voulu préciser dans une note à M. le Ministre de l'Information que notre journal remplissait toutes les conditions exigées par la Fédération de la Presse clandestine pour paraître de plein droit.

Pendant plus de quinze jours, nous avons été traînés de bureau en bureau, asphyxiés par la procédure administrative. Comme nous nous refusions à paraître sans autorisation, notre journal, que nous faisons paraître tous les quinze jours sous la dictature de Hitler, et au prix de centaines d'arrestations, s'est trouvé brusquement réduit au silence. Ainsi, la liberté de la presse, c'était pour nous le silence forcé. C'est pourquoi nous sommes intervenus auprès de vous pour vous demander de hâter la procédure administrative afin que la liberté de la presse ne reste pas un vain mot.

La réponse que vous nous avez fait parvenir au nom du bureau de la Fédération contraste tellement avec votre attitude antérieure, qu'il est impossible de ne pas remarquer la coïncidence avec la parution, le même jour, d'un entrefilet venimeux dans *l'Humanité*, qualifiant les trotskystes d'agents de la Gestapo, demandant leur arrestation et s'indignant « qu'ils osent demander la parution légale de leur torchon ». Ce n'est pas ici la place de répondre aux calomnies de *l'Humanité*: elle devra en rendre compte devant les tribunaux et devant le jury d'honneur dont nous demandons la constitution au Comité National de la Résistance. Nous ne cherchons pas à convaincre *l'Humanité*. Mais nous savons que ses calomnies répétées ont pu finir par jeter la suspicion parmi les démocrates sincères qui connaissent mal les luttes au sein de la classe ouvrière et de ses partis. C'est à eux que nous voulons rappeler les combats menés par notre mouvement depuis plus de quatre ans et dont ont été les porte-paroles, non seulement les 73 numéros clandestins de *La Vérité*, mais encore plusieurs dizaines de publications doctrinales ou d'agitation, centrales, régionales, locales ou d'usines.

Depuis 1928...

LA guerre incessante que nous menons contre le fascisme et contre le capitalisme qui l'engendre ne date du reste pas de 1940. Depuis 1928, Trotsky tirait le signal d'alarme pour que l'Internationale Communiste mette au premier plan de son activité la lutte contre le fascisme, notamment en Allemagne. Alors que la direction de l'Internationale Communiste considérait démocrates et socialistes comme une seule masse fasciste et social-fasciste, Trotsky et notre organisation internationale étaient seuls à dénoncer Hitler comme le « super-Wrangel européen » et l'ennemi n° 1 contre lequel devait se souder le Front Unique de toutes les organisations ouvrières.

Notre Parti s'est constitué en 1936, précisément en revendiquant l'armement du peuple et la Milice Ouvrière pour écraser la vermine fasciste, alors que les partis ouvriers « tendaient la main » à Xavier Vallat en plein Parlement. Notre Parti s'est constitué en 1936 en avertissant: si la classe ouvrière ne renverse pas le capitalisme, nous allons inévitablement à la guerre et au fascisme. Nous avons eu effectivement la guerre, Hitler et le fascisme.

Le premier organe qui « résistait » à Hitler

ON nous demande si *La Vérité* a été un organe « résistant » depuis quatre ans? Le premier numéro de *La Vérité* parut ronéoté, dans la clandestinité, dès le mois d'août 1940. Il existait alors un autre organe clandestin: *l'Humanité*, mais tous les Parisiens se souviennent que *l'Humanité* était alors distribuée dans les rues avec le consentement tacite de l'occupant et qu'elle fit du reste une demande officielle pour paraître légalement. Elle paraissait alors sans une seule ligne contre l'occupation allemande en vertu des accords germano-russes qu'elle défendait chaudement. Au contraire, *La Vérité* qui portait en manchette: « Ni Pétain, ni Hitler, gouvernement ouvrier et paysan » attaquait violemment le nazisme, dénonçait la razzia des marchandises, appelait au regroupement contre le fascisme des deux côtés de la ligne de démarcation, etc... A notre connaissance, **LA VÉRITÉ ÉTAIT LE PREMIER ORGANE RESISTANT.**

Notre lutte

PENDANT quatre ans, dans 19 numéros ronéotés et 54 imprimés, *La Vérité* mena campagne contre le fascisme et l'impérialisme occupant. Ses campagnes furent orientées dans le sens suivant:

1° LUTTE CONTRE LE FASCISME:

C'est à cette lutte qu'était consacré le premier éditorial de *La Vérité*; au cours de toute sa parution il n'y a pas un seul numéro de *La Vérité* où elle ait été abandonnée; signalons du reste que dès les premiers mois de l'occupation, nos camarades jeunes, organisés contre les bandes fascistes, assuraient la défense physique de la dernière organisation libre de la jeunesse, le C.L.A.J. (Auberges de Jeunesse) dont les autorités nazies prononcèrent bientôt la dissolution et arrêterent les dirigeants.

2° LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTI-SEMITISME:

Egalement depuis le premier numéro.

3° LUTTE POUR LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES:

Ce droit étant valable pour tous les peuples, y compris ceux des colonies.

4° LUTTE CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE:

Nous avons lutté de toutes nos forces contre la guerre impérialiste qui, comme le rappelle *Franc-Tireur*, est le fruit de l'ensemble du régime capitaliste, en appelant les ouvriers de tous les pays à s'unir pour chasser leur bourgeoisie. C'est pourquoi notre manchette porte « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », c'est pourquoi notre doctrine reste celle des Etats-Unis Socialistes du Monde, qui seuls, pourront empêcher le retour du fascisme et de la guerre, c'est pourquoi aussi nous avons dénoncé les manœuvres de l'impérialisme occupant pour faire payer aux peuples travailleurs les frais de la guerre impérialiste.

5° LUTTE POUR LA FRATERNISATION:

Nous avons appelé les soldats allemands à retourner leurs armes contre leurs officiers et à fraterniser avec les travailleurs d'Europe, tandis que nous appelions en même temps les travailleurs de ce pays à s'adresser fraternellement aux travailleurs embrigadés par Hitler dans son armée, pour les appeler à lutter avec eux contre le fascisme et le capitalisme. Cette propagande est celle que *l'Humanité* nous reproche avec le plus de haine, prétendant que nous voulons « tendre la main aux assassins ». *La Vérité* répète au contraire, sans cesse, « il faut fusiller les agents de la Gestapo, les S. S., les officiers réactionnaires. C'est contre eux qu'il faut tendre la main aux ouvriers allemands en uniforme ». Voici, par exemple, comment s'exprime en allemand, une de nos plus récentes affiches:

« Soldat allemand, lutte immédiate contre Hitler, les nazis, la Gestapo. Lutte immédiate contre tous les capitalistes! Désarmez vos officiers, formez vos conseils de soldats! Ne jetez pas vos armes! Donnez-les nous! Luttez avec nous, vos frères, les ouvriers français! Portez la révolution en Allemagne et instaurerez le pouvoir des Conseils d'usines et de soldats! »

Pour *l'Humanité*, toute l'armée allemande forme indistinctement une masse d'assassins, encore que l'on trouverait, dans ce même journal, de nombreux faits qui démontrent le contraire. Nous les renvoyons aux journaux catholiques eux-mêmes, comme le *Témoignage Chrétien*, pour leur faire comprendre que les troupes allemandes sont intégrés de force dans la Wehrmacht, et sont des victimes de Hitler comme les travailleurs des pays occupés. La plupart d'entre eux haïssent l'hitlérisme, et la révolution aurait éclaté depuis longtemps en Allemagne, s'ils n'avaient pas été soudés à leurs Etats-Majors par le mur de haine nationale qui les cernait, s'ils avaient entrevu une issue à leur situation.

C'est pourquoi la Gestapo a réagi avec violence contre nos efforts de fraternisation. C'est ainsi que dans une seule affaire, en octobre 1943, contre nos camarades qui éditaient *Der Arbeiter* en Bretagne, 65 de nos camarades, dont 30 soldats Allemands, furent arrêtés, déportés et assassinés; à cette occasion, quatre membres de notre direction furent pris et torturés.

Mais cette répression n'empêcha pas le travail de continuer: jusqu'en août 1944 nous avons édité plusieurs organes en allemand, notamment *Unser Wort* et *Arbeiter und soldat*, ce dernier diffusé dans les casernes à 5 ou 10.000 exemplaires.

6° LUTTE POUR LE RAVITAILLEMENT:

Dès le début, *La Vérité* a appelé les masses travailleuses à constituer des Comités de ménagères, à manifester, à prendre en main le ravitaillement contre les hitlériens, les vichyssois, les accapareurs et les margoulin du marché noir, cette lutte des travailleurs des villes étant menée en étroite alliance avec les paysans travailleurs. C'est la même campagne qu'on retrouvera encore dans les plus récents numéros.

7° LUTTE CONTRE L'EFFONDREMENT DU NIVEAU DE VIE ET POUR LES REVENDICATIONS OUVRIERES:

Nous avons consacré une part considérable de nos journaux aux luttes des ouvriers, les poussant à la grève et aux sabotages de masse. Nous avons appuyé ces campagnes de notre organe central par des centaines de tracts et de journaux d'usines. Nous avons participé à presque tous les mouvements ouvriers, et nous en avons dirigé un certain nombre.

8° LUTTE CONTRE LA DEPORTATION:

La Vérité a été le premier journal à prévenir les travailleurs des déportations qui se tramaient, à les appeler à résister collectivement et, s'ils étaient contraints par la force à partir, à leur donner tous les conseils pour organiser la résistance en Allemagne, la grève perlée, les sabotages de masse, les grèves, en liaison avec les ouvriers étrangers et allemands.

9° LUTTE POUR LE SOUTIEN DES MAQUIS:

Par les grèves ouvrières et la solidarité des populations. Des instructions précises étaient données dans ce sens à toutes nos régions qui renforcèrent partout les partisans en réclamant partout la démocratie dans leurs rangs.

10° LUTTE POUR LES MILICES OUVRIERES:

Mais pour nous le centre des luttes est l'usine. Nous avons appelé les travailleurs à s'organiser militairement pour lutter contre le fascisme: celui de Darnand, Déat et Doriot, et aussi demain celui qui pourrait se développer sous le couvert de la résistance et avec le concours du grand capital. Là-dessus, notre campagne a été parallèle à celle de *l'Humanité*.

11° LUTTE POUR LA GREVE GENERALE:

Insistant toujours pour que soit conservé aux grèves leur caractère ouvrier revendicatif, nous avons appuyé tous les mots d'ordre de grève lancés par la C.G.T. Nous avons, notamment, en juillet-août 1944, appuyé le mot d'ordre de grève générale et d'occupation des usines. Les militants ouvriers savent que nos camarades n'ont pas été les derniers dans les usines à faire mettre ces mots d'ordre en application.

12° LUTTE POUR L'UNITE D'ACTION OUVRIERE:

Nous n'avons jamais cessé d'appeler au regroupement de la

classe ouvrière. Dans diverses régions, nous avons collaboré avec plusieurs groupements centralement. Nous nous sommes adressés particulièrement aux Partis Socialiste et Communiste pour leur demander de réaliser l'unité d'action. Depuis le début, également, nous avons combattu les traîtres à la Belin qui essayaient d'asservir la C.G.T. tandis que nous combattions.

Nos martyrs

TELLE est, dans ses grandes lignes, la politique que nos camarades ont défendue pendant quatre ans malgré les coups violents des polices de Hitler et de Pétain. On nous demande si nous avons été résistants? Mais qu'on aille le demander aux centaines de nos militants qui ont payé de leur vie ou de leur liberté leur attachement à notre doctrine et leur dévouement à la classe ouvrière.

Pour ne parler que de quelques-uns de nos fusillés, c'est Meichler, ex-gérant d'*Unser Wort*, qui fut parmi les premiers fusillés de Paris. Ce sont Marc Bourhis et Gueguen, le premier, secrétaire de notre rayon de Concarneau, le second, ancien maire communiste de Concarneau rallié à nos idées, tous deux fusillés en octobre 41 à Chateaubriant en même temps que Timbaud. Ce sont de jeunes ouvriers comme Lebacher de Drancy, des instituteurs comme Thiolon du XI^e des dirigeants régionaux comme Cruau de Nantes, de vieux militants comme Widelin, dirigeant de notre groupe allemand de Paris, pris et assassiné par la Gestapo parmi les derniers dans des circonstances particulièrement atroces, ou de jeunes ouvriers comme Van Hulst de Suresnes, tué d'une balle en plein front dans la lutte contre les miliciens de Darnand.

Parmi les centaines de nos camarades arrêtés et déportés, signalons des dirigeants régionaux comme Chauvin de Bordeaux, Demaz de Marseille, Albert de Paris, Gérard Bloch de Lyon, Henri de Nantes, toute notre direction de zone Sud en 1941, presque toute notre direction bretonne en 1943. Notons enfin huit membres de notre Comité Central, Souzin, Corvin, Leblanc, Régnier, Liber, Blasco, Filiâtre, Marcoux, le premier bien connu du camarade Saillant avec qui il militait dans la Fédération du Bâtiment, le dernier s'étant échappé blessé des locaux de torture de la Gestapo.

Voilà ceux que *l'Humanité* ose traiter d'agents de la Gestapo! Voilà ceux dont on nous demande s'ils « ont résisté à Hitler »!

Liberté de la presse... pour les partisans du gouvernement

IL est vrai que votre lettre, Monsieur le Président, précise ce qu'elle entend par résistance; selon cette définition il ne s'agirait pas de ceux qui ont donné leur vie et leur liberté dans la lutte contre Hitler, pour la classe ouvrière et la liberté. Il s'agirait de ceux qui auraient développé dans leur presse certaines idées de politique extérieure conforme à celle du bureau de la Fédération.

On nous demande si nous avons été fidèles à chacun des alliés du gouvernement français. Pour nous qui avons lu la presse clandestine, nous doutons qu'un tel critérium puisse être valable même pour les journaux officiels. Nous avons lu par exemple les plus violentes attaques de l'O. C. M. contre l'U. R. S. S., voire des avis critiques tout à fait francs de nombreux journaux sur l'attitude britannique ou américaine. Quant à l'*Humanité* elle-même, chacun sait que sa politique n'est pas absolument celle de Roosevelt, tant il est impossible de considérer un pays comme un bloc indivisible qu'on pourrait approuver ou haïr en bloc.

Nous nous exprimons à notre tour en toute franchise.

On nous demande si nous avons mené campagne en faveur de la France et de ses alliés.

En faveur de la France?

COMMENT diable aurions-nous pu faire autrement quand nous réclamions qu'on rende aux travailleurs de France le blé et les pommes de terre qu'on leur volait, quand nous réclamions la libération des prisonniers, quand nous luttions contre les sangsues du marché noir, les assassins de Darnand, les tortionnaires de la Gestapo, quand nous luttions pour

La trahison du libéralisme et la faillite de la démocratie bourgeoise sont des épisodes insignifiants en comparaison de la trahison monstrueuse des partis socialistes. Le rôle de l'Eglise elle-même, cette station électrique centrale du conservatisme, comme l'a définie Lloyd Georges, pâlit devant le rôle anti-socialiste de la II^e Internationale.

La social-démocratie a voulu justifier sa trahison envers la révolution pendant la guerre par la formule de défense nationale. Elle couvre sa politique contre-révolutionnaire, après la conclusion de la paix, avec la formule de démocratie. Défense nationale et démocratie, voilà les formules solennelles de capitulation du prolétariat devant la volonté de la bourgeoisie.

(Manifeste du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste.)

un gouvernement ouvrier et paysan, pour les droits démocratiques et ouvriers, pour la liberté de la presse, en faveur de qui luttons-nous, sinon en faveur de la France?

Certes, pas un instant la France n'a été pour nous une entité métaphysique qui supprime les classes et transforme un pays en un troupeau de moutons sous la houlette d'un berger. Telle était la conception de Pétain ou de Laval qui prêchaient l'« Unité de la Nation derrière Vichy ». Mais cette conception, nous la dénonçons comme une imposture. Les trusts français, les fascistes

français, les hobereaux français, les capitalistes français, nous ne sommes pas *pour*; nous sommes *contre*. Comme nous sommes contre les trusts, les fascistes, les hobereaux, les capitalistes de tous les pays. La France en faveur de qui nous sommes, c'est la France des travailleurs, la France des opprimés, la France fidèle à 1848, à 1871 et à 1936. Nous l'engageons à balayer par la Révolution sociale les trusts, les fascistes, les hobereaux et les capitalistes, à former, avec les autres peuples, les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde. Si c'est un crime de penser ainsi, alors nous revendiquons ce crime.

Mais s'il s'avérait que quand nous voulons exprimer ces vérités élémentaires du socialisme et du communisme révolutionnaire, la IV^e République nous refusait la légalité, nous refusait la liberté de la presse et essayait de nous baillonner, cela signifierait alors que, comme sous l'Etat de Pétain, la liberté ne vaut que pour les capitalistes et pour ceux qu'ils tolèrent: et alors nous saurions à nouveau nous passer de la légalité pour nous adresser aux travailleurs.

En faveur des Alliés?

Il serait assez long de nous exprimer sur chacun des alliés. Heureusement, on ne nous demande de prendre position que sur quatre de ces points. Nous nous réservons de donner à la commission tous les éclaircissements nécessaires concernant les autres pays alliés. Disons tout de suite que notre attitude à l'égard des divers gouvernements est à chaque fois dirigée selon les mêmes principes:

Nous soutenons les pays opprimés, coloniaux ou semi-coloniaux, dans leur lutte contre l'impérialisme et pour leur indépendance. C'est pourquoi nous soutenons sans condition, par exemple, la lutte du peuple chinois contre l'impérialisme, et principalement contre l'impérialisme japonais.

L'U. R. S. S.

NOUS soutenons sans condition le pays de la Révolution d'octobre contre toutes les puissances impérialistes, notamment actuellement dans sa lutte contre l'impérialisme allemand. Voilà par exemple comment s'exprime notre organe allemand *Arbeiter und Soldat* (Juillet 1944):

« L'U.R.S.S. est un Etat ouvrier qui est sorti de la Révolution Prolétarienne de 1917 et dans lequel la propriété privée capitaliste a été expropriée et nationalisée.

« Etant un Etat ouvrier et non capitaliste, l'U.R.S.S., en se défendant contre l'attaque de l'impérialisme allemand, mène dans cette guerre une guerre juste.

« Le devoir de chaque prolétaire est de la défendre contre chaque impérialisme. »

Par contre, nous pensons que la meilleure façon de défendre l'U.R.S.S., les conquêtes socialistes d'octobre 1917, c'est de lutter pour la Révolution Socialiste dans les autres pays. C'est en cela que consistent les profondes divergences que nous avons avec les actuels dirigeants soviétiques.

Ajoutons que notre lutte en faveur de l'U.R.S.S. s'est tra-

duite concrètement par de nombreuses actions pour saboter notamment la production et le matériel allemand. *La Vérité* a également été le seul organe qui a donné de la publicité aux protestations du C.N.R. contre la vente de l'essence à l'Allemagne par les trusts américains.

La voie de la libération

Il est certain que nous n'avons jamais dit à la classe ouvrière française qu'elle devait attendre des alliés anglo-américains sa libération. Nous pensons que l'impérialisme américain poursuit, surtout en Europe, un but qui lui est propre: la main mise sur les marchés européens et africains. La plupart des militants de la Résistance le pensent aussi. Nous nous sommes réjouis de tout ce qui hâtait la fin de la guerre et de Hitler. Mais nous ne pensons pas que la classe ouvrière de ce pays, comme des autres pays d'Europe, aura abattu le fascisme par l'intervention des U. S. A. *Si elle n'abat pas le capitalisme tout entier, quel que soit le vainqueur de cette guerre, nous sommes convaincus que le fascisme renaîtra.*

Pour la liberté de la presse:

Le bureau de la Fédération ne partage pas notre opinion? Nous n'en doutons pas. Si les journaux actuels exprimaient nos idées, nous n'aurions pas besoin de paraître pour les exprimer. Nous réclamons de vous le droit de les exprimer non parce qu'elles correspondent à votre pensée, mais parce que nous avons lutté, les uns et les autres, chacun dans la mesure de ses forces, pour conquérir les libertés démocratiques, notamment la liberté de la presse.

Or, la liberté de la presse ne consiste pas à accorder le droit de paraître aux seuls journaux qui pensent comme la majorité. Ce serait revenir aux formes de pensée nazie. Elle consiste à accepter l'existence d'une presse d'opposition.

La démocratie en serait-elle désormais incapable? Certains de nos camarades pensent que l'on ne verra jamais plus de démocratie. Ils nous rappellent la triste expérience de Daladier qui nous appelait à faire la guerre pour défendre les droits démocratiques, alors que ses décrets-lois avaient aboli la plupart des conquêtes de Juin 36 et supprimé la liberté en France. Sous prétexte d'une démocratie forte, on supprimait la démocratie et on lui substituait une dictature velléitaire.

Il nous semble que c'est précisément votre pensée, Monsieur le Président, quand vous écrivez dans *Franc-Tireur*:

« Nous voyons pulluler depuis la victoire des convertis de la onzième heure qui promènent un néo-gaullisme de pacotille dans les salons, dans les banques, dans l'inspection des finances. L'ordre, clament-ils, l'ordre et l'autorité et, pour un peu, ils nous démontreraient que le gaullisme c'est le fascisme. Le gaullisme c'est autre chose. Le gaullisme est république, le gaullisme est démocratie, le gaullisme est liberté, le gaullisme est révolution. »

Déjà la censure politique empêche de s'exprimer même le Comité National de la libération. Si le gouvernement craint que nous nous exprimions de manière à gêner sa politique étrangère, il semble que la censure lui donne tous les moyens pour nous empêcher de le faire. Le gouvernement doit-il encore ajouter à la censure l'interdiction des journaux révolutionnaires?

Alors que les publications trotskystes paraissent en Angleterre (*Socialist Appeal*), dans les dominions et les colonies, aux Indes, aux U. S. A. (*Militant*), et en Italie (*Il Prolétario*), la France va-t-elle renouer avec la tradition autoritaire de 1939?

Il s'agit de savoir si la IV^e République naissante reprendra là où avait sombré la III^e République glissant vers l'autoritarisme réactionnaire de Pétain, ou si elle sera effectivement démocratique.

Nous sommes convaincus qu'il existe encore en France des démocrates pour qui la liberté de la presse n'est pas un vain mot. C'est à ceux-là que nous faisons appel.

Nous savons qu'il est plus facile de hurler avec les loups ou, cédant au chantage, de laisser écraser avec indifférence ceux que l'on pense trop faibles pour être dangereux. Mais qu'on y prenne garde: *utiliser aujourd'hui contre notre mouvement les armes de la réaction et les méthodes autoritaires, ce serait créer un précédent inouï.* Ce serait bientôt toute la liberté de la presse qui y passerait.

La résurrection de la censure politique montre que cette liberté n'est pas du tout hors de question, même pour les partisans du gouvernement. Il y a une logique de l'arbitraire. Employé aujourd'hui contre les révolutionnaires internationalistes, il le serait demain contre les autres courants révolutionnaires, contre les autres mouvements démocratiques.

Nous pensons qu'au lendemain des durs combats illégaux il se trouvera suffisamment de démocrates pour mettre la liberté au-dessus des combines et des marchandages. C'est pourquoi nous espérons trouver auprès de vous et du bureau de la Fédération l'appui nécessaire pour pouvoir enfin nous exprimer au grand jour.

Résumons-nous:

Céder aux intimidations de calomnieurs contre notre mouvement qui a si lourdement payé dans la lutte contre Hitler, serait une infamie.

Invoquer des nécessités de politique extérieure pour nous refuser le droit de paraître, n'a aucun sens à un moment où la censure ne semble pas pêcher par défaut de vigilance.

Nous refuser le droit de paraître parce que notre doctrine s'oppose aux doctrines officielles, ce serait nier la liberté de la presse.

Veillez recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de nos meilleurs sentiments communistes.

Le Comité Central

du Parti Communiste Internationaliste
(Section française de la IV^e Internationale)

Place à la

“ VÉRITÉ ” !

Dans la longue histoire de la lutte de classes, ce n'est pas la première fois qu'on tente d'étouffer les forces révolutionnaires par le silence ou par la calomnie. Les armes naturelles de nos exploiters sont toujours les mêmes : au cours des siècles, au mépris d'une « justice » dont ils ne pouvaient s'offrir le luxe sous peine de se condamner eux-mêmes, nos « élites » ont pillé, torturé, massacré les esclaves qui tentaient de briser leurs chaînes, et ont justifié leurs crimes par la délation, les insultes, les faux témoignages, les mensonges et l'hypocrisie.

Nous savons tout cela. Nous connaissons nos morts, nous savons le sang que nous avons payé pour écrire notre histoire. Nous savons que le droit à la parole, la liberté d'association, le droit de grève, toutes les libertés ouvrières ont été conquises après des luttes sans fin, et au prix de nos camarades les plus chers.

Nous savons aussi, en raison même de nos victoires que nous sommes une force, plus même qu'une force, une **nécessité historique**. Et que cette nécessité broiera un jour les restes décomposés de la bourgeoisie. Et que, pour éviter cela, pour retarder désespérément le triomphe de la classe ouvrière, pour s'accrocher encore à ses privilèges et à son trône chancelants, celle-ci associe dans le monde entier les méthodes de répression directe aux moyens plus discrets, mais aussi efficaces, de corruption, d'isolement, d'étouffement de l'avant-garde du prolétariat.

..

Devant ces méthodes, qui se manifestent concrètement en France par la situation faite au PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section Française de la IV^e Internationale), seule fidèle aux traditions et au programme bolchévik-léninistes, nous ne pouvons plus garder le silence. Qu'on nous refuse la parution de notre presse, qu'on poursuive nos militants, qu'on arrête nos camarades, qu'on exclue nos sympathisants des organisations réformistes, qu'on nous accuse d'être des « agents de la 5^e Colonne », des

« hitlériens », des « saboteurs », des « diviseurs », qu'on nous contraigne à l'illégalité, qu'on nous calomnie, qu'on nous assassine, tout cela n'est que la preuve évidente de notre fidélité au programme révolutionnaire, car seule le « spectre qui hante le monde » est capable de terrifier à ce point la bourgeoisie et ses laquais, et de provoquer le déploiement d'un tel arsenal de défense et de protection.

On ne persécute que ceux qu'on craint. Cette preuve nous suffirait si nous étions seuls, et que nous puissions nous satisfaire d'un certificat de valeur révolutionnaire décerné avec une telle unanimité. Mais nous ne parlons pas que pour nous. Nous ne combattons pas que pour nous. Derrière le programme de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, c'est la classe ouvrière du monde qui tend le poing, et qui se met en marche pour les dernières batailles de SA « libération ». C'est en son nom, au nom du prolétariat industriel et agricole de France et d'Europe, au nom de tous les exploités par le capitalisme agonisant, au nom des partis qui en se livrant à la bourgeoisie ne voient pas qu'ils signent leur arrêt de mort, au nom de tous ceux qui savent que le mouvement trotskyste est désormais le seul espoir révolutionnaire, et de ceux qui ne le savent pas encore, c'est en leur nom à tous que le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE exige qu'on ne fasse pas le silence sur lui comme sur une maladie honteuse, et réclame de s'expliquer au grand jour, devant l'ensemble de la classe ouvrière et de l'opinion publique.

..

**NOUS SOMMES DES « HITLERIENS »,
DES AGENTS DE LA GESTAPO ?**

Parce que nous avons toujours refusé de tomber dans le vieux panneau pourtant bien connu de la propagande bourgeoise, celui dans lequel s'engloutirent en 1914 le socialisme français et la social-démocratie allemande, celui du nationalisme, du « tout pour la guerre », celui des « étapes » dans l'accomplis-

sement de la révolution, on nous adresse les plus infâmes calomnies et on nous accuse de trahison, alors que nous risquons ces mensonges pour n'avoir justement pas voulu commettre une trahison du même genre que celle qu'on nous reproche.

Car nous sommes fiers d'avoir été seuls à ne jamais oublier la lutte de classes. Nous avons dit que, malgré les désirs de la publicité bourgeoise, le chauvinisme ne pouvait pas recouvrir la réalité sociale. Nous avons affirmé que les patrons français qui appelaient les Feld Gendarmes pour arrêter les « fortes têtes » de l'usine, n'étaient que le pendant exact des soldats allemands qui refilaient des armes aux F. T. P. dans la lutte commune contre les S. S. Ni l'un ni l'autre n'étaient de « bons » ou de « mauvais » patriotes, les uns défendaient leur classe et les intérêts du patronat international; les autres, lorsqu'on savait leur parler, s'associaient à la bataille de leur classe, aux côtés de leurs frères exploités et opprimés. Nous avons répété, fidèles aux mots d'ordre qui ont permis Brest-Litovsk, que le meilleur moyen de lutter contre le fascisme était de l'attaquer partout à la fois, d'en faire dans le combat ce qu'il était vraiment par sa nature, c'est-à-dire l'ennemi de classe le plus barbare, le plus sauvage, et de ne pas l'écraser en Allemagne seulement pour qu'il rejaillisse plus fort que jamais dans les pays impérialistes victorieux. Nous avons dit que le nazisme était la forme la plus hideuse de domination capitaliste, et par conséquent l'ennemi irréductible de la classe ouvrière, mais qu'il était un phénomène économique, et non « prussien », un résultat de la pourriture impérialiste, et non celui d'un quelconque vice du sang allemand.

Et non contents de le dire, nous avons appliqué dans l'illégalité la plus dure, sous la répression la plus féroce, ces consignes et ces mots d'ordre. Nos camarades ont toujours attaqué le nazisme et le fascisme partout où il se trouvait. Dans des dizaines d'usines, ils ont pris la tête de mouvements contre la « relève », ils ont lutté contre les départs en Allemagne, contre la déportation, pour le soutien des maquisards, contre ce qui pouvait renforcer la machine de guerre hitlérienne; ils ont appelé au ralentissement et au sabotage de la production, ils ont pris parti contre le travail de nuit, pour le relèvement des salaires, l'amélioration du ravitaillement; ils ont appuyé les mots d'ordre de grève lancés par la C.G.T.; ils ont appelé les premiers en août 1944 à l'occupation des usines, à la constitution des Comités d'Usines, de la Milice Ouvrière; ils ont cherché à vaincre le fascisme, et le capitalisme qui lui a donné naissance, par la seule méthode qui nous conduira au but : **l'union des prolétaires de tous les pays.**

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Le parti d'« hitlériens », de « vendus à la Gestapo », de « agents

de la 5^e Colonne » a été impitoyablement décimé par ceux qui justement étaient censés le « financer » ou en « tirer les ficelles ». Dès août 1940, l'organe du P.C.I., « La Vérité » paraissait clandestinement, portant en manchette : « ni Pétain, ni Hitler, gouvernement ouvrier et paysan », et depuis lors, pendant quatre ans, dans 73 numéros de « La Vérité », dans 31 publications illégales, dans des milliers de tracts et de journaux d'usines, les Trotskystes n'ont pas cessé de dénoncer Hitler et Pétain, les agents de la Gestapo, et leurs complices policiers et juges français.

Et ce sont les « hitlériens » BEAUFRERE, CORVIN, LAVAL, SOUZIN, REGNIER, CHRISTINE, PRELADE, LARDE, GÉRARD et des dizaines d'autres, qui ont passé plusieurs années dans les bagnes nazis, n'en sont pas encore revenus, et n'en reviendront peut-être jamais!

Ce sont les « nazis » MEICHLER, LEBACHER, THIOLON, CRUAU, WIDELIN, KUNSTLINGER, qui ont été fusillés ou abattus par la Gestapo!

Ce sont les « vendus » GUEGUEN et BOURHIS qui sont tombés parmi les 27 martyrs de Chateaubriant en octobre 1941!

C'est le « traître » VAN HULST, ouvrier de Suresnes, qui a été tué par les miliciens de Darnand; le « fasciste » LAURENT, qui a trouvé une mort glorieuse dans l'insurrection de Paris; les « agents de la Gestapo » SALINI, TRESSO, REBOUL, SADECK et tant d'autres qui sont morts au maquis!

Et ces emprisonnés, ces torturés, ces déportés, tous Trotskystes, représentaient un parti à la solde d'Hitler?

ON OSE nous accuser d'être « hitlériens », alors que nous avons perdu des centaines de nos meilleurs militants assassinés, exécutés, déportés, usés physiquement par l'atroce existence illégale, poursuivis, traqués, mal nourris, sur la brèche nuit et jour, menant inlassablement le combat contre Hitler, contre le nazisme, contre le fascisme, contre ses valets, ses complices, ses défenseurs, non seulement en Allemagne, mais en France où ceux-ci étaient, OU ILS SONT ENCORE?

ET MAINTENANT, NOUS SOMMES DES « SABOTEURS » ?

Dans la ligne même de cette lutte internationaliste contre le fascisme, forme du capitalisme international, nous continuons sans répit à défendre les intérêts de la classe ouvrière. Saboteurs? Nous, qui, dès décembre 1944, dans notre programme d'action : « Du Travail et du Pain pour tous » avons réclamé la remise en marche immédiate de la production? Nous qui, non contents de crier, de nous agiter, de dis-

courir comme tous les autres, avons présenté le seul programme efficace, **concret**, de remise en marche de cette production? Le seul programme capable de réduire à néant le sabotage des intérêts de classe, d'affranchir la production de cette monstrueuse mystification de l'« unité à tout prix », de remettre en marche la production des ouvriers **par** et **pour** les ouvriers et paysans? Nous qui avons été les seuls à indiquer les moyens **pratiques** de mettre ce programme en application?

Car tout le monde, des plus séniles insectes de bédouins jusqu'aux ronflants staliniens, parle de la nationalisation des banques et des trusts, et du **plan de production** nécessaire. Mais seul le P. C. I. a déclaré que toutes ces proclamations resteraient du vent **tant que les masses travailleuses ne prendraient pas en mains elles-mêmes l'établissement, l'exécution et le contrôle du plan par leurs propres organismes**. Seul le P. C. I. a dit que ce plan devait être l'œuvre de la C. G. T.

Et seul le P. C. I. a pris la défense des méthodes d'application effectives: contre le sabotage et la renaissance fasciste, le P. C. I. a réclamé le maintien et le développement des **Gardes Civiques Républicaines**. Aujourd'hui, l'« Humanité » s'indigne des attentats commis chez Gnome-et-Rhône, après que Thorez ait fait dissoudre les G. C. R. le 21 janvier.

Et l'ON OSE accuser de sabotage le Parti qui a défendu avec acharnement les seules méthodes concrètes pour EMPECHER le sabotage, le seul moyen — ouvrier — de donner à la production un rendement insoupçonné par les bourgeois, les profiteurs et les capitalistes?

NOUS SOMMES DES « DIVISEURS DE LA CLASSE OUVRIERE » ?

Pour les dirigeants du Parti Communiste Très Français, c'est être des « diviseurs » que de dénoncer leur politique. Si c'est « diviser » la classe ouvrière que de l'empêcher d'être aveuglée par une propagande qui la couvre de nouvelles chaînes, si c'est diviser la classe ouvrière que d'attaquer sans répit rien que ses ennemis et tous ses ennemis, c'est-à-dire faire d'elle un seul **bloc de classe**, et non une matière première électorale pour la bourgeoisie patriote et ses valets, si c'est « diviser » la classe ouvrière que lui dire: « Prolétaires de tous les pays **unissez-vous** », alors nous sommes des « diviseurs » et nous sommes fiers de l'être.

Mais on ne nous fera jamais croire, on ne fera jamais croire aux ouvriers conscients et sincères, que « diviser » la classe ouvrière c'est continuer héroïquement à défendre le programme fondamental du communisme: lutte de classe, défaitisme révolutionnaire, internatio-

nalisme prolétarien. Ceux qui « divisent » sont ceux qui **affaiblissent** la classe ouvrière par des compromissions de programme, ceux qui la tiennent en laisse, ceux qui opposent les ouvriers français aux ouvriers allemands, ceux qui chantent les mains jointes des hymnes au chauvinisme et à la collaboration avec des représentants des trusts au sein du gouvernement sous le couvert d'une démagogique opposition de façade. Cette « collaboration »-là, avec la bourgeoisie qui ne tend la main que pour nous mettre des menottes, est une trahison aussi grave que l'autre. C'est freiner les revendications ouvrières pour permettre à un Goering de donner des conférences de presse, c'est arrêter les grèves pour installer des lavabos spéciaux à Pétain, c'est immobiliser le prolétariat pour qu'il ait le temps d'admirer sur toutes les coutures les Franco, Laval et Cie, de les voir assassiner nos camarades espagnols et sauver les fascistes français.

Et nous, pour combattre tout cela, pour « diviser » comme on dit, la classe ouvrière, nous ne cessons pas de lutter pour **l'unité d'action ouvrière**; nous sommes pour le Front Unique avec les divers courants et organisations du mouvement ouvrier, le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, le PARTI SOCIALISTE, la C.G.T. Nous avons, à plusieurs reprises, proposé le **Front Unique**, des manifestations communes de solidarité avec les Grecs, des mots d'ordre de classe pour le premier mai. Et depuis des mois, **appuyant la déclaration commune P. S.-P. C.**, et demandant qu'on la réalise, nous réclamons ouvertement un **gouvernement « P. S.-P. C.-C. G. T. »**

Et l'ON OSE traiter de « diviseurs » ceux mêmes qui refusent de laisser émettre la classe ouvrière en prolétariats séparés au service de leurs bourgeois nationales, ceux qui n'ont pas cessé, depuis 1940, d'appeler à l'unité de la classe ouvrière en tant que classe, face à la bourgeoisie impérialiste et fasciste du monde entier?

..

Voilà les calomnies, voilà les faits.

Cette courte brochure n'a été que la documentation plus détaillée de ce que nous venons de résumer. Et l'histoire serait au fond anodine s'il ne s'agissait que de mensonges. Mais il s'agit de la cause de ces mensonges: de la lutte de classes. Ces calomnies, ce silence dont on nous enrobe, ne sont qu'un aspect de la répression qui nous frappe; il nous reste à parler de l'autre, l'aspect moins hypocrite, plus brutal, celui de la lutte ouverte qui, en passant par nous, atteint le communisme que nous défendons, et la classe ouvrière dans son ensemble.

Toute notre politique passée et présente, toute notre action, tous nos martyrs, nous donnent le droit de revendiquer hautement la liberté de nous exprimer. Nous avons lutté contre le fascisme partout où nous l'avons trouvé et cela pour regagner les libertés démocratiques que le fascisme avait supprimées. Aujourd'hui on nous claironne du matin jusqu'au soir que, depuis la libération, la France est « libre », que la France est « démocratique », que les « droits » d'expression sont rétablis, que la « contrainte » a disparu, que tout a changé depuis la fuite peu glorieuse de la Gestapo et de ses pitoyables complices.

C'est dans ce sens que, dès les premiers jours de septembre 1944 nous avons demandé la parution publique de notre journal « La Vérité » qui n'avait cessé de paraître pendant les quatre années d'occupation dans de terribles conditions illégales. Le Bureau de la Fédération de la Presse et le Ministère de l'Information reconnurent aussitôt « que le journal « La Vérité » remplissait toutes les conditions exigées par la Fédération de la Presse Clandestine pour paraître de plein droit. » Mais, au moment de nous donner l'autorisation définitive, et pendant plus de quinze jours, on nous traîna de bureau en bureau, on nous opposa un mur de promesses dilatoires et de dérobades à peine voilées. Le 18 septembre, nous avons reçu une lettre d'Albert Bayet qui nous demandait, au nom de la Fédération de la Presse, une documentation circonstanciée, afin de vérifier si nos publications clandestines « qu'il connaissait, avaient été des publications résistantes, c'est-à-dire menant campagne en faveur de la France et de ses Alliés ». La manœuvre était évidente. Nous avons répondu dans notre numéro illégal du 30 septembre intitulé « Liberté de la presse » qui a été reproduit plus haut.

Peu après, M. Teitgen qui depuis s'est rendu tristement célèbre par son incompétence et ses complicités réactionnaires, mais qui était encore à l'époque le Tristan favori d'une presse sortie au grand jour dans l'insurrection « pour la liberté », nous refusa purement et simplement l'autorisation de paraître. Au mépris de tous les textes de lois concernant la presse clandestine, au mépris de notre héroïque action illégale contre le fascisme, au mépris de toutes les libertés pour lesquelles Tristan avait soi-disant lutté, M. Teitgen refusait à une tendance ouvrière authentique le droit de s'exprimer.

Et, en même temps que la bourgeoisie préférerait dès les premiers jours de la libération le reniement de ses buts de guerre démocratiques au risque de voir paraître un journal véritablement communiste, les staliniens

orchestraient une campagne venimeuse contre les « trotskystes agents de la Gestapo » accompagnée d'une démarche personnelle de M. Bogomoloff.

Dans ce même mois de septembre, pour faire justice des calomnies naissantes, le P. C. I. s'adressa au CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE pour que soit constitué un **Jury d'Honneur** auquel il pourrait soumettre l'ensemble de son activité sous l'occupation allemande. La dérobade devant une façon franche de poser le problème fut la même. On répondit par le silence.

Enfin, au cours de ces derniers mois, à plusieurs reprises, le P. C. I. s'adressa aux journaux pour faire paraître des réponses aux mensonges des calomnieux, et pour réclamer la parution de son journal à laquelle il avait un droit absolu. Peu d'entre eux eurent le courage de répondre à son appel.

Telle est, sous la IV^e République « démocratique », la façon dont on comprend la Liberté de la presse, le droit d'expression. Et non contente d'avoir réussi la conspiration du silence autour d'une tendance révolutionnaire authentique — et par là dangereuse —, la privant de tout moyen d'informer l'opinion publique, la bourgeoisie entame contre nous l'offensive policière qu'à son heure elle déclanchera contre tous les partis ouvriers.

Comme « La Vérité », bravant les interdictions, refuse de se taire, la police du Général de Gaulle s'efforce par tous les moyens de réduire à l'impuissance ceux qui ont déjà fait longuement connaissance avec celle du Maréchal Pétain. Et cette police a multiplié les perquisitions dans les imprimeries jusqu'au 15 mai 1945, jour où notre camarade Rodolphe PRAGER a été arrêté par deux inspecteurs des renseignements généraux, alors qu'il était porteur d'épreuves d'une revue marxiste pour laquelle nous allions demander l'autorisation de parution.

En même temps, ont été arrêtés nos camarades Maurice FELSENSCHWALBE, LANDAU, de Clermont-Ferrand, et un ancien membre du parti, Fred ZELLER qui, dès avant la guerre, avait cessé de militer.

Arrêtés le 15 mai, nos camarades n'ont pu entrer en contact avec leur avocat que le 27 mai, après un séjour d'une semaine aux locaux de la Police Judiciaire, rue des Saussaies, alors que la loi interdit d'y garder les prévenus plus de 48 heures.

Incarcérés à la Santé, dont deux ne sont sortis, en liberté provisoire, que ces tous derniers jours, ils sont sous le coup d'une inculpation d'Attentat à la Sécurité Intérieure de l'État, et leur affaire est reliée à celle de nos camarades d'Amiot, précédemment arrêtés pour diffusion de « La Vérité ».

Ainsi la bourgeoisie française fait-elle honneur à la tradition de Vichy. Des communistes, représentants d'un mouvement politique qui, d'après la définition même de la démocratie, et en raison de son héroïque travail anti-nazi, devrait avoir **automatiquement** le droit à la parole, sont arrêtés et maintenus arbitrairement en prison pour avoir fait paraître un journal que la Fédération de la Presse Clandestine et le Ministère de l'Information lui-même avaient reconnu comme

Souviens-toi de la guerre impérialiste! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable!

L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la 1^{re} Internationale: l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et internationale.

*Statuts de l'Internationale Communiste
élaborés au 2^e Congrès de l'I. C. .*

remplissant « toutes les conditions exigées pour paraître de plein droit ».

Et, malgré des reculs de détail (mise en liberté provisoire de certains de nos camarades, légalisation du P.C.I.), la bourgeoisie, toujours identique à elle-même, reprend d'une main le double de ce qu'elle a donné de l'autre. Le vendredi 22 juin 1944, l'« Amicale des Déportés Internationalistes » et le Comité Directeur du P.C.I. organisaient une réunion **privée** à la Salle de Géographie, boulevard Saint-Germain. Et le jour même où elle nous avait légalisé nos statuts déposés chez elle, la Préfecture de Police, après une longue série de discussions, de manœuvres, et de tentatives d'intimidation, a interdit purement et simplement la réunion, et l'a

empêchée de se tenir en faisant évacuer la salle par la force. Ainsi, sans **motif officiel**, la Préfecture a supprimé une réunion **privée**, organisée par des **déportés** et le Comité Directeur d'un parti reconnu **légal**.

Cette injustice n'est pas gratuite, nous le savons bien. La bourgeoisie ne se trompe pas sur le danger que représente le communisme véritable pour ses privilèges et son hégémonie. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que, si elle commence par nous, qui n'avons pas cédé une pouce de notre programme révolutionnaire, elle est obligée par la logique interne de sa propre décomposition, et du mouvement historique qui pousse le prolétariat au pouvoir, à passer bientôt de la répression d'un parti d'avant-garde à la lutte ouverte contre toute la classe ouvrière. Nous avertissons fraternellement nos camarades de tous les partis ou organisations ouvrières: pour un trotskyste d'arrêté aujourd'hui, il y aura demain 20 staliniens d'emprisonnés, des grèves d'étouffées, et des masses ouvrières défaites dans le sang. On s'attaque au plus insupportable en premier, c'est une preuve de la puissance de notre programme, et c'est une mesure parfaitement explicable pour un marxiste; mais que nos camarades ne s'y trompent pas, l'arrestation d'un trotskyste est un **signal**, c'est le bruit lointain, mais significatif, des mitrailleuses qu'on arme contre le prolétariat tout entier.

De leur côté, doublant la répression bourgeoise d'attaques particulièrement venimeuses et abjectes, les partis prétendus ouvriers et particulièrement le parti dit « communiste » continuent la trahison inaugurée par les mollusques de la II^e Internationale, en y ajoutant des procédés de combat profondément contraires aux traditions du mouvement ouvrier.

Les dirigeants staliniens, non contents de déverser sur nous les plus basses calomnies, font appel à la police bourgeoise, à l'**instrument de répression de l'ennemi de classe contre une tendance de la classe ouvrière**, pour écraser le trotskysme et lui interdire de défendre le marxisme véritable. Dès octobre 1944, le ministre « communiste » de l'air, TILLON, utilise des méthodes de chantage économique bourgeois pour abattre un parti prolétarien: il menace de supprimer toute commande à l'usine JUMO si on n'en chasse pas un militant trotskyste, dirigeant du Comité d'Usine. Remettant en honneur les méthodes de délation et de faux-témoignage si chères à la Gestapo, il se sert du prestige bourgeois d'un fauteuil ministériel pour appeler dans ses communiqués de presse les militants de base staliniens à dénoncer à la police **bourgeoise** leurs camarades trotskystes **ouvriers**. Cela ne lui suffit pas. A la police de TIXIER, ministre de l'Intérieur, il substitue la

sienne, la « Gendarmerie de l'Air », à laquelle il prodigue des encouragements à la curée dont un Pétain ne rougirait pas. En janvier 1945, les gendarmes de TILLON, maniant contre l'avant-garde de la classe ouvrière les mêmes revolvers que les miliciens de Darnand, arrêtent des ouvriers sans attaches avec notre parti, seulement coupables d'avoir exprimé leur volonté révolutionnaire et manifesté dans des discussions leur désaccord avec la politique du Parti Communiste Très Français.

Cela ne suffit toujours pas. Au mois de mars 1945, trois de nos camarades militants ou sympathisants : BRUNET, RIGHETTI et LEFEVRE, ouvriers de l'usine AMIOT sont arrêtés par la Gendarmerie de l'Air, après avoir été livrés par des bureaucrates syndicaux. Emmenés à la Santé, dans les mêmes cellules où ont été torturés leurs camarades sous l'occupation nazie, ils n'ont pas tous encore obtenu la liberté provisoire, alors que des collaborateurs gratinés sont reconduits chez eux avec des excuses pour avoir été dérangés (quand on les arrête).

Mais la prison ne suffit pas non plus. En juin 1945, un de nos camarades travaillant à la LORRAINE, membre de la C. E. syndicale, bien connu des ouvriers pour son action dans l'illégalité, est remis à la police par les délégués staliniens. (Bien sûr remettre à la police **bourgeoise** un camarade **ouvrier** n'est pas « diviser » la classe ouvrière!) Le Commissaire de Police, jugeant que rien dans son activité ne tombait sous le coup d'une accusation, le remet en liberté. Alors que sur la demande de notre camarade, une commission d'enquête de la C. G. T. était en cours de recherches, les mêmes staliniens le font arrêter **une deuxième fois** pour l'empêcher de s'expliquer et de le confondre. La seconde manifestation d'« unité de la classe ouvrière » ne réussit pas plus que la première, puisqu'on le remet aussitôt en liberté. Il ne restait qu'une chose à faire : assommer le camade, l'expulser de force de l'usine à 50 contre 1 et lui faire comprendre que s'il y remettait les pieds, son compte serait bon. Ce qui fut fait.

Cela non plus n'est pas nouveau. Nous savons depuis longtemps qu'empêcher un camarade de s'exprimer, le rouer de coups, le priver de son gagne-pain, sont des façons de faire bourgeoises qui, grâce aux dirigeants staliniens, se sont infiltrées dans le mouvement ouvrier. Nous savons que ces bureaucrates prêts à tout ont déjà assassiné avant guerre nos camarades Erwin WOLF, Ignace REISS, Léon SEDOV, Rudolf KLEMENT, et en 1940 Léon TROTSKY lui-même. Nous savons que dans la dernière révolution grecque, ils ont massacré plus de cent de nos camarades responsables à la faveur des désordres de l'insurrection. Nous savons que de plus en plus, ces exécuteurs du Guépéou parlent d'extermi-

ner physiquement nos militants; qu'à l'aide des staliniens entrés dans les Brigades Spéciales, ils les poursuivent sans relâche; qu'ils ont mis sur pied un corps de tueurs spécialisés pour nous détruire définitivement; que pour obtenir le meilleur certificat de civisme stalinien, il suffit de déclarer qu'on n'hésiterait pas à coller une balle dans la nuque d'une « vipère lubrique » trotskyste.

Nous savons tout cela. Mais nous savons aussi que la grande masse des militants de bonne foi qui ont connu nos camarades dans la lutte quotidienne sous l'occupation et depuis ne sont pas dupes de ces procédés de gangsters. Les militants de base qui n'ont pas été atteints du virus bureaucratique sont trop d'accord avec nos mots d'ordre, notre politique, notre programme qui est le leur comme celui de la classe ouvrière du monde entier, pour croire un seul instant que nous sommes des « vendus » ou des « provocateurs ». Ils voient que pour nous — et pour eux — les flics sont les mêmes, parce que la bourgeoisie n'a pas changé. Ils voient que livrer un ouvrier aux flics de la bourgeoisie est une lâcheté qui fait la honte du mouvement prolétarien. Ils voient que refuser toute discussion, casser la gueule, injurier, mentir, se dérober sont les procédés des « huiles » bureaucratiques, et que lorsqu'ils s'appliquent aux trotskystes, ils deviennent particulièrement odieux. Et à tout cela, notre réponse n'est pas dans un concours d'injures, mais dans une politique juste. Nous vengeons les camarades réduits au silence en levant encore plus haut nos drapeaux rouges; nous exigeons inlassablement l'application de méthodes démocratiques dans l'ensemble du mouvement ouvrier, la répression absolue de ce gangstérisme qui corrompt profondément le prolétariat; nous tendons la main aux camarades staliniens parce qu'avant d'être staliniens ils ont été communistes, et qu'ils sont ouvriers.

Et nous répondons aussi aux attaques et aux mensonges en **expliquant** ce qu'est le stalinisme, pourquoi il faut défendre la révolution contre le stalinisme et la bourgeoisie, et défendre le stalinisme contre la bourgeoisie; en expliquant la raison de ces violences, de l'incohérence rageuse des calomnies, de la fureur des accusations et des reproches.

En effet, pourquoi tout cela? Parce que la bureaucratie stalinienne est le régime d'un état ouvrier isolé, et par suite dégénéré. Dans la mesure où il est **ouvrier** (socialiste), il lutte contre les pays impérialistes qui l'entourent, et nous devons le défendre contre la bourgeoisie; dans la mesure où il est dégénéré, il lutte contre la révolution mondiale qui signifierait sa disparition, et nous devons défendre la révolution contre lui.

C'est ce dernier aspect qui explique l'action anti-trotskyste. Et c'est parce que la lutte contre la révolu-

tion socialiste véritable est une nécessité absolument vitale d'auto-conservation pour le stalinisme, que cette action prend des formes aussi sauvages.

Le stalinisme ne peut discuter avec le trotskysme comme si celui-ci était une variété de « gauchisme » (de la manière dont Lénine avait écrit la « Maladie Infantile du Communisme ») parce qu'il lui faudrait le faire à partir d'une plate-forme révolutionnaire, c'est-à-dire attaquer une déviation dangereuse pour la réalisation véritable du programme marxiste. Le stalinisme ne peut pas faire cela, parce qu'il a abandonné ce programme. Et pour cela, il est obligé d'avoir recours au mensonge, à la calomnie, à l'assassinat, comme seules manières de se débarrasser d'un témoin gênant. Les fossoyeurs du léninisme ne peuvent supporter qu'on les regarde. Et leurs faux, leurs accusations, leur Gendarmerie de l'Air, leurs dénonciations, leurs exécuteurs du Guépéou, sont encore une fois la preuve que nous les touchons de la seule façon sensible : par une analyse lucide de leurs trahisons, de leurs savantes manœuvres et tournants politiques, de la façon dont ils ont soumis le programme révolutionnaire aux besoins de leur diplomatie.

Et la peur qu'a le stalinisme, placé en équilibre entre classe ouvrière et bourgeoisie, de notre critique de gauche, prolétarienne, de sa politique, explique l'incohérence avec laquelle il accumule les calomnies les plus contradictoires. Il est impossible que les dirigeants staliniens croient eux-mêmes à leurs mensonges. Car comment pourraient-ils accuser de « vente à la Gestapo »

un mouvement dont l'organe central, « La Vérité », était élogieusement cité le 18 juin 1943 par le Général de Gaulle lui-même, dans un discours à Londres où il faisait mention des principaux journaux de résistance clandestine à Hitler? Comment pourraient-ils annoncer de bonne foi tantôt que nous sommes financés par le « Trust de l'Air Liquide » (?) (Humanité), tantôt par l'Ambassade d'Allemagne (Cahiers du Communisme), tantôt par l'Amérique et l'Angleterre (Circulaire Intérieure)? Comment pourraient-ils considérer sincèrement les trotskystes comme des traîtres, alors que Valentin FELDMAN, que glorifient à juste titre de nombreuses publications et manifestations staliniennes, fut fusillé justement pour avoir distribué « La Vérité » publiée sous la terreur nazie? (Cf. l'article de l'Université Nouvelle du 20 décembre 1944). Comment pourraient-ils concilier leurs calomnies avec le fait que BOURHIS et GUEGUEN, fusillés à Chateaubriant avec leurs camarades staliniens, étaient ou sont devenus notoirement trotskystes? Etc., etc.

La trahison est donc claire. Trahison du marxisme, trahison des principes mêmes de poursuite de la lutte ouvrière. En ce sens que l'honnêteté politique dont parlait LENINE, et qui est absolument nécessaire à la santé du mouvement révolutionnaire, exige qu'on ne mente jamais au prolétariat. Or la bureaucratie stalinienne ment lorsqu'elle présente les trotskystes comme des agents contre-révolutionnaires du capital étranger. Elle mentait — et elle le savait bien — en expulsant de

*PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISME
(P.C.I. Internationaliste)

Paris, le 11 juillet 1944

Camarades,

Nous vous sommes adressés à la Délégation des M.I.S. le 1er juillet dernier pour lui communiquer un certain nombre de renseignements que nous avons été à même de recueillir et qui présentent la plus grande importance pour la Résistance.

Ces renseignements étaient :

- 1° Les noms et adresses de Militants en danger d'arrestation;
- 2° La présence dans la Région d'un agent de la Gestapo se faisant passer pour officier anglais, ayant le commandement de 2.000 hommes et qui, en particulier, procède à des sabotages importants de parachutes;
- 3° L'existence d'un provocateur qui soit participer prochainement à une réunion importante, numériquement et sans doute hiérarchiquement, de la Résistance;
- 4° L'existence d'un provocateur qui possède un code secret dont fait usage la Résistance.

(Cf pour ces renseignements la note manuscrite ci-jointe)

Nous avons demandé que l'organisateur intéressé soit saisi au plus vite de notre demande de transmission de renseignements, transmission que nous prévoyons d'effectuer sur la base suivante : un protocole sera signé entre un représentant mandaté, au titre d'un lien normal, pourra être institué pour la transmission rapide des renseignements que nous vous apportons.

Un engagement sera pris par vous de nous livrer — en même temps que les renseignements que nous vous présentons — un certain nombre d'armes légères, enfin, deux agents ayant participé à l'obtention de ces renseignements pourraient être, dans les conditions que vous jugerez utiles, recrutés.

Nous ne pensons pas qu'il y ait là, vu l'importance des renseignements que nous vous présentons, une demande exorbitante.

Nous avons été profondément étonnés des délais extrêmement longs — vu l'urgence des transmissions — qui se sont écoulés avant le premier contact.

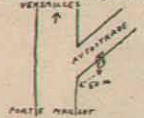
Nous avons été plus étonnés encore qu'il ne soit, vu l'importance de ces renseignements, aucune réponse ni proposition nette n'ait été faite. Nous espérons à ce propos que les noms et adresses de ceux qui ont été saisis de la Résistance en danger d'arrestation et qui devraient être prévus plus tôt, la suite nous signifieront qu'un objet d'armes de la Résistance est en danger.

Nous vous remercions le 7 juillet l'établissement rapide de protocoles dont il est question plus haut. Bonne nuit à tous pour samedi 12/7, unless notre existence pour une nuit plus r. bonne.

Depuis le 7 juillet de nouveaux renseignements, d'une très grande importance militaire, nous vous ont transmis, nous jugeons que le 10 est une date trop éloignée et, sans attendre la signature du protocole que nous réfléchissons, nous vous signalons :

- 1°) Emplacement de V 1.
 - a) dans les carrières entre St. Leu d'Esserent et St. Maxien, à 5 km. N.N.O. de Compiègne
 - b) à Stury s/ Oise, la Collie St. Cloud, Bois de Vaucresson (région de Paris)
 - c) au camp d'aviation d'Argy, près de Roye (Somme)

2°) Emplacement de V 2 en cours d'installation :



3°) Que nous avons prévu, suivant le protocole par vous indiqué, les deux militants qui nous ont signalés le 7/7 et dont les noms, adresses et lieux de travail sont indiqués en annexe à cette lettre.

4°) Qu'un homme Georges Lefève ou Lefe (?) sur lequel nous n'avons aucun renseignement, est également en danger. Il s'agit, ainsi que nous pourrions le savoir, d'un militant important.

Peut-être avoir fait tout ce qui était en notre pouvoir pour faire venir à l'attention de l'Administration allemande contre la Résistance dans toute la mesure où elle nous est connue, certains d'entre eux que la vérification et l'utilisation prouveraient le caractère véritablement sérieux de nos informations, nous vous recommandons à nouveau une réponse claire quant à l'établissement d'une liaison normale et la signature d'un protocole.

Toutes les informations qui, depuis le 7 juillet, ont été mises à votre disposition dans les conditions proposées plus haut y sont strictement obligés et restent encore, en général elles n'ont rien perdu de leur intérêt. D'autres viendront très prochainement s'y ajouter dans les jours qui viennent.

Nous vous recommandons d'insister à nouveau sur le caractère d'urgence de l'installation de contacts normaux et d'insister particulièrement, et d'espérer une réponse dans le plus bref délai.

Salut révolutionnaire

P.C.I. (83)

*Quand de 11 chefs de la Résistance à Paris devant un
Tous les chefs de la Résistance - soit 35 hommes
ont été arrêtés par la Gestapo - cette réunion a été
dissoute au dernier moment -
par le 16 chef de la Résistance de France en vertu de
la loi de la Gestapo - pour nous Dédé Cédé ainsi est-il
connu par un certain nombre de chefs de la Résistance
150 hommes de la Gestapo ont habité pour s'occuper
de nous de la Gestapo et beaucoup de hommes de la
Résistance de la Dédé ; 1-7-44 38 à 40 ans
signalent de la Dédé ; 1-7-44 38 à 40 ans
chacun pour et et de temps complètement blancs
de leur ordinaire*

*Lieutenant Placke de S. D. Allemand -
parlant immédiatement le Français et l'Anglais, ayant
habité Vichy pendant un certain temps
C'est un groupe de 1000 républicains après lequel
il n'a fait passer par officier anglais - est lui
qui reçoit tous les parachutes (en fait est-ce L.
No 3) la région est-ce par lui est de l'air
sur de St Quentin - est de lui est un homme Michel
de nous toujours qu'en (S.D.) est-il possible toute
le côté de code de radio -*

Fac-similé d'une communication très importante de renseignements faite par le P.C.I. à la Résistance le 11 juillet 1944. Cette lettre permit de sauver un certain nombre de chefs de la Résistance menacés directement par la Gestapo.

Russie Léon TROTSKY, le compagnon de LENINE, le fondateur de l'Armée Rouge qui vient d'écraser la Wehrmacht, le vainqueur de la guerre civile dont le triomphe sauva l'U. R. S. S.; elle mentait en cachant — ou en justifiant — les assassinats, les emprisonnements, les procès, les exils, de nos meilleurs camarades, des meilleurs soldats de la Révolution internationale. Elle mentait avant la guerre lorsqu'elle amorçait déjà la honteuse campagne antitrotskyiste de calomnies et d'injures qu'elle n'a pas cessée depuis; elle ment maintenant en nous traitant, de concert avec la bourgeoisie, d'« hitlériens », de « diviseurs », de « saboteurs », de « provocateurs », et en général de tout ce qu'on peut imaginer lorsqu'on n'a pas la conscience tranquille, et qu'on craint par dessus tout d'avoir à rendre des comptes à la Révolution.

Ces mensonges sont une gangrène qui ronge le mouvement ouvrier tout entier. Ces mensonges sont accompagnés de tout le cortège de violences, d'injustices, d'actions arbitraires, qu'un système bureaucratique emprunte à la bourgeoisie et par lesquels il enterre l'exercice si nécessaire de la **démocratie prolétarienne**. Les trotskystes ne sont pas seuls visés dans cet encadrement policier de l'action ouvrière. **Personne** n'a le droit d'élever la voix, de protester, de ne pas être d'accord. **Personne** n'a le droit de se souvenir du programme révolutionnaire. Lorsqu'on met en garde la bureaucratie **contre son propre suicide** (Union Sacrée, etc.), on « sabote »; lorsqu'on affirme qu'à l'image de Weygand qui en 1940 refusait de se battre contre les Allemands pour conserver les troupes nécessaires au « maintien de l'ordre » intérieur (Cf. « France-Soir » du 19 juin 1945), **il n'y a pas un seul général bourgeois qui, en pareilles circonstances, ne fasse la même chose**, lorsqu'on dit cela, on « provoque »; lorsqu'on proteste contre la castration incessante de tous les mouvements revendicatifs, leur canalisation par les fonctionnaires d'un JOUHAUX (dont Lénine disait déjà tout son mépris), on « divise »; et lorsqu'on se bat depuis 1930 sans arrêt contre le fascisme sous quelque forme que ce soit (pas comme la direction du Parti Communiste aujourd'hui très Patriote, qui, au moment du pacte germano-soviétique et jusqu'au **21 juin 1941**, conformément aux ordres du Kremlin, flirtait avec l'occupant nazi), lorsqu'on n'a jamais varié dans la condamnation du nazisme comme forme suraiguë d'oppression capitaliste, on est « hitlérien ».

Devant cet état de choses, le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IV^e Internationale) fait un appel solennel à tous les militants du mouvement ouvrier pour qu'ils exigent, pour qu'ils fassent appliquer partout, au sein de toutes

les organisations et de tous les partis prolétariens, la plus stricte et rigoureuse **démocratie**, à tous les échelons et à tous les niveaux, car cette démocratie est une condition absolue de vie pour tout l'ensemble du mouvement ouvrier.

Nous demandons à tous les militants ouvriers de comprendre une fois pour toutes le lien profond qui unit l'avant-garde trotskyste à la classe ouvrière dont elle est issue, de comprendre que toute mesure prise par la bourgeoisie contre nous n'est que la mise en place du dispositif général d'offensive contre la classe ouvrière. Nous demandons donc à tous les militants ouvriers de nous aider pour faire cesser la campagne de calomnies qui, en nous atteignant, affaiblit un défenseur acharné de la classe ouvrière; nous leur demandons de se solidariser avec nos camarades frappés par la répression bourgeoise; nous leur demandons de réclamer **l'unité démocratique de la classe ouvrière** contre le capital, les impérialismes et la bourgeoisie.

Nous faisons appel à tous les hommes sincères et honnêtes, quels qu'ils soient, de la Résistance, de toute organisation antifasciste, de toute provenance ou opinion démocratique, pour qu'ils revendiquent, avec nous, la réalisation de la démocratie pour laquelle ils se sont battus; pour qu'ils exigent l'exercice des libertés — liberté de réunion, liberté individuelle, liberté de pensée, liberté d'expression, liberté de la presse — qui étaient inscrites au programme de la guerre contre Hitler. Nous leur demandons de prendre la défense de nos militants poursuivis pour s'être battus contre le nazisme en restant fidèles aux principes de MARX et de LENINE; nous leur demandons de protester contre les mesures prises envers le P.C.I., et d'obtenir, avec nous, qu'on laisse s'exprimer une tendance authentiquement révolutionnaire et prolétarienne, qu'on nous permette de tenir des réunions sans lesquelles la légalisation du parti n'est qu'une triste comédie, **qu'on fasse place à « LA VÉRITÉ »!**

Faites circuler cette brochure.

Faites-la parvenir aux personnalités intéressées; montrez-la à vos camarades, à vos amis.

Exigez le plein exercice de la liberté de parole et d'expression; exigez le plein exercice de la démocratie ouvrière.

Protestez en faveur des militants arbitrairement emprisonnés.

Adhérez et faites adhérer au Comité de Défense de nos camarades.

Dites à ceux qui oublient la Révolution que la Révolution ne les oubliera pas.

*Le Bureau Politique
du Parti Communiste Internationaliste
(Section française de la IV^e Internationale).*

Camarade,

Si cette brochure t'a intéressé, écris au camarade Demazière, Secrétaire général du Parti Communiste Internationaliste (Section Française de la IV^e Internationale) 9 bis, rue d'Alésia, Paris.

Ou mieux encore, viens nous rendre visite.

Le fascisme a élevé à la politique les bas-fonds de la société. Non seulement dans les maisons des paysans, mais aussi dans les gratte-ciel des villes, à côté du XX^e siècle, vivent encore aujourd'hui le X^e et le XIII^e siècles. Des centaines de millions de personnes emploient le courant électrique sans cesser de croire à la force magique des gestes et des conjurations. Le pape de Rome propage par radio le miracle de la transformation de l'eau en vin. Les étoiles de cinéma vont chez les magiciens. Les aviateurs qui dirigent les mécanismes miraculeux créés par le génie de l'homme portent des amulettes sur leur sweater. Quelles réserves inépuisables de superstitions, d'ignorance et de sauvagerie: le désespoir les a dressés sur pied, le fascisme leur a donné un drapeau. Tout ce qui, dans le développement normal de la société, serait rejeté de l'organisme national sous forme d'excréments de la culture, a maintenant été avalé par la gorge: la civilisation capitaliste vomit une barbarie non digérée... Telle est la physiologie du national-socialisme.

Léon TROTSKY, « Qu'est-ce que le national-socialisme? », 1932



ÉDITÉ PAR LE
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la IV^e Internationale)

AOUT 1945

ERRATA :

- Lire page 2, dans la notice consacrée à Marc BOURHIS, à la première ligne, instituteur à **Tregunc** (Finistère) et non **Tréguière**.
- Lire page 2, dans la notice consacrée à Pierre GUÉGUEN, aux lignes 9 et 10, "**il annonce publiquement son adhésion sans réserves, au programme de la IV^e Internationale.**
- Lire page 2, dans la biographie de Marcel HIC, ligne 17 : par le seul **respect** qu'inspirent... et non par le seul **regret**.
- Lire page 6, dans la référence de la citation encadrée, "lettre à un camarade communiste" : La Vérité N° 8 I^{er} **Janvier 1941** et non I^{er} **Janvier 1944**.
- Lire page 11, ligne 9, a propos du camarade ROGER, "agent de renseignements pour le **5^{me} Bureau**" et non le "**Bureau 5^{me}**".
- Lire page 13, paragraphe : **En Hollande**, hommage aux militants du R. S. A. P., et à la section **Hollandaise** de la IV^e Internationale.
- Supprimer, page 25, dans la citation des statuts de l'internationale Communiste, les lignes 20, 21, 22, 23 depuis "Et l'Internationale..." jusqu'à "... horreurs du capitalisme.
- Lire page 28, ligne 39, 2^{me} colonne, "**Faites circuler...**" au lieu de "**Fites**".